_QLvol14no13.qxd 3/13/07 8:52 PM Page 1

Quartier Libre

LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

QUARTIER LIBRE - Vol. 14 • numéro 13 - 14 mars 2007

CAMPUS

Biodiversité à l'UdeM:

À la fine pointe de la recherche

Page 11

MONDE

Russie :
La succession se prépare

Pages 18-19

CULTURE

Exposition l'oreille dans l'oeil :
Voir la musique

Page 25

Rencontre avec **Tricot Machine**

Page 26

Entretien avec une cinéaste qui brouille les pistes

Page 21

RECHERCHER Sophie Deraspe

www.quartierlibre.ca

_QLvol14no13.qxd 3/13/07 8:52 PM Page 2

Que vous promettent les cinq principaux partis? Guide électoral pour l'éducation universitaire et la recherche

Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal

La FAÉCUM vous présente une revue des positions des cinq principaux partis (ADQ, PLQ, PQ, PV, QS) en éducation postsecondaire telles que formulées dans leurs documents officiels. Bientôt disponibles : le petit guide de l'électeur branché et une revue beaucoup plus approfondie des engagements électoraux de ces cinq partis. De plus, surveillez l'arrivée sur le campus de La Voix étudiante du Québec de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)!

Le Parti libéral s'engage à :

• Augmenter de 30 % les frais de scolarité;
Réinvestir dans l'éducation postsecondaire : 1 milliard de dollars d'ici 2012;
Bonifier l'aide financière aux études;
• Remettre des fonds fédéraux dans les cégeps et universités;
• Investir en R et D jusqu'à concurrence de 3 % du PIB d'ici 2010;
• Encourager les entreprises à soutenir les fondations universitaires;
• Contribuer à la hauteur de 10 % sur 2000 $ au régime d'épargne étude.

Cadre financier spécifique : 225,8 millions de dollars.

Le Parti québécois s'engage à :

• Investir 400 millions de dollars dans les cégeps et universités;
• Maintenir le gel des frais de scolarité;
• Renforcer le soutien des universités en région, notamment en R et D;
• Mettre en place des mesures pour encourager davantage d'étudiants à poursuivre et terminer des études universitaires de troisième cycle;
• Mettre en place une nouvelle politique pour favoriser la formation de la main-d'oeuvre en emploi.

Cadre financier spécifique : 450 millions de dollars.

L'Action démocratique s'engage à :

• Regrouper l'ensemble des programmes de formation professionnelle dans les établissements du réseau collégial;
• Redresser le financement des établissements postsecondaires, notamment grâce au dégel des frais de scolarité, tout en bonifiant le régime de bourses aux étudiants et en élargissant son accessibilité;
• Créer une politique scientifique innovatrice pour dynamiser la recherche et l'innovation technologique;
• Donner la gestion du fonds de formation de la main-d'oeuvre à un organisme formé d'employeurs et de travailleurs.

Cadre financier spécifique : non disponible

Québec solidaire s'engage à :

• Offrir une éducation laïque, gratuite et de qualité;
Investir 400 millions de dollars dans les universités;
Éliminer les frais de scolarité;
• Éliminer l'endettement étudiant;
• Réformer le régime d'aide financière aux études en consultation avec le mouvement étudiant;
• Faire du programme d'aide financière aux études un système public et permettre que la dette des étudiants se rapporte au patrimoine individuel afin que cette dernière soit comptabilisée en cas de faillite personnelle.

Cadre financier spécifique : 670 millions de dollars.

Le Parti vert s'engage à :

• Offrir une éducation accessible et de qualité, de la maternelle à l'université;
• Augmenter les investissements en éducation grâce à l'argent provenant du fonds négaWatt et de l'exportation de l'énergie éolienne;
• Mettre en place un programme afin de faciliter l'immigration des étudiants étrangers à la fin de leurs études;
• Établir des normes nationales d'équivalence pour reconnaître plus rapidement les diplômes étrangers;
• Améliorer l'éducation aux adultes pour favoriser la transition entre deux emplois et la réintégration du marché du travail par les nouveaux arrivants et ceux qui ont perdu leur emploi.

Cadre financier spécifique : non disponible

La FAÉCUM vous invite à participer à des actions d'envergure d'ici les élections générales du 26 mars.

Vendredi 16 mars
Marche aux flambeaux pour commémorer les coupures de 103 millions de dollars dans les prêts et bourses.
Il s'agit d'une action symbolique afin de rappeler la décision du gouvernement et surtout, de mettre l'accent sur nos revendications visant à améliorer le programme d'aide financière aux études.
Rendez-vous à 19 h à la Place Émilie-Gamelin (carré Berri).

Jeudi 22 mars
Rassemblement national à Montréal en faveur de l'éducation postsecondaire.
Rendez-vous à midi à la Place Émilie-Gamelin (carré Berri).

_QLvol14no13.qxd 3/13/07 8:52 PM Page 3

À LA UNE

Notre interviewée numéro 13, la cinéaste Sophie Deraspe, a usé ses pantalons d'étudiantes sur les mêmes bancs que vous, étudiants en cinéma, en lettres, ici, à l'UdeM. Elle a réalisé ses premiers documentaires avec trois fois rien et une poignée de bons amis. Son premier long métrage *Rechercher Victor Pellerin*, seul film québécois primé au dernier Festival du nouveau cinéma, démarre une petite carrière internationale.
Alors oui, c'est possible. Lisez vos bibliothèques, mangez votre médiathèque... Écrivez, pensez, commencez. Tâtonnez, rêvez, osez.

À lire en p. 21

PHOTO DE LA UNE : MARIE-SOLEIL DESAUTELS
Sur la photo à la une, Sophie Deraspe pose devant une toile de Sylvain Bouthilette, l'artiste qui a conçu les œuvres attribuées à au personnage de Victor Pellerin dans Rechercher Victor Pellerin.

SOMMAIRE

CAMPUS

Une journée dans la caravane du gel : ..... p. 4
La CALESH en quête de reconnaissance : .. p. 5
Frais technos : des manifs aux poignées de main. ..... p. 5
Des profs qui sèchent leurs cours de français. ..... p. 7
Courrier des lecteurs. ..... p. 7
Plus de bâtiments, moins de profs. ..... p. 8
Le point sur les candidats au BE de la FAÉCUM. ..... p. 9
Nouveau centre de recherche sur la biodiversité. ..... p. 11
Rencontre avec Lael Parrott. ..... p. 11

SOCIÉTÉ

ENTRETIENS ÉLECTORAUX :
Scott McKay ..... p. 13
Françoise David ..... p. 13

MONDE

Le Timor oriental : Plein feux sur les prochaines élections .... p. 15

Musulmans en Chine : la répression continue ..... p. 16
Carnets d'Argentine : Le poids de la mémoire ..... p. 17

RUSSIE :
L'enjeu gazier ..... p. 18
Présidentielles 2008 : les deux poulains de Poutine ..... p. 19
Reprise de la série du siècle: prise 2 ? .... p. 19

CULTURE

Cam-court : Courts-métrages en liberté .. p. 20
L'interviewée : Sophie Deras ..... p. 21
Festival : Edgy Women au Studio 303 ..... p. 22
Musique : The Besnard Lakes, Jesu, Wwka, Jeanne Chéral ..... p. 23
Lecture : Tarquimpol ..... p. 23
Cinéma :La vie en rose ..... p. 24
Exposition au centre Clarck : La partition dans l'œil ..... p. 25
Rencontre avec Tricot machine : Premières mailles ..... p. 26
La page BD du QL.... ..... p. 27

Quartier Libre

DIRECTEUR ET RÉDACTEUR EN CHEF
Maude L'Archevêque - redac@quartierlibre.ca

CHEFS DE PUPITRE
Campus : Clément Sabourin
campus@quartierlibre.ca
Société / Monde : Marie-Michèle Giguère
societemonde@quartierlibre.ca
Culture : Julie Delporte
culture@quartierlibre.ca

DIRECTION ARTISTIQUE
Clément de Gaulejac - calculmental@vif.com

PHOTOGRAPHES
Marie-Soleil Desautels, Jonathan Desjarlais

ILLUSTRATEUR
Clément de Gaulejac - calculmental.org

BÉDÉISTES
Coline Niess, Francis D

JOURNALISTES
Alice Barczyk, Coralie Dumoulin, Alexandra Duranceau, Marie-Ève Favron, Normand Forgues-Roy, Geneviève Gagné, Vanessa Gauvin Brodeur, Thomas Gerbet, Alexandra Herpin, Nicholas Lavalée,Marie-Odile Marcoux-Fortier, Stéphanie Marin, Jean-Claude Paquet, Jean-François Rioux, Patricia Roy, Stéphane Waffo

CORRECTRICES
Dominique Charland, Philippine De Tinguy, Julie Leroux,

INFOGRAPHIE
Zirval Design • info@zirval.com

PUBLICITÉ
Accès-Média (524-1182)
www.accesmedia.com

COMPTABILITÉ
Mélanie Bouchard

IMPRESSION
Payette & Simms

DISTRIBUTION
R.C. Graphiques

POUR NOUS JOINDRE
Tél. : (514) 343-7630 • Téléc. : (514) 343-7744
Courriel : info@quartierlibre.ca
Site Web : www.quartierlibre.ca

Quartier Libre est le journal des étudiants de l'Université de Montréal publié par *Les Publications du Quartier Libre*, une corporation sans but lucratif créée par des étudiants en 1993. Bimensuel, *Quartier Libre* est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs. Son tirage est de 7 000 copies.

Nos bureaux sont situés au :
3200, rue Jean-Brillant (Local B-1274-6)
C.P. 6128, succ. Centre-Ville,
Montréal (Québec) H3T 1N8

Quartier Libre est membre du Carrefour international de la presse universitaire francophone (CIPUF - www.cipuf.org)

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 1198-9416
Tout texte publié dans *Quartier Libre* peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.

PROCHAINE PARUTION
28 mars 2007

PROCHAINE TOMBÉE
21 mars 2007

ÉDITO

LE JEU DU TÉLÉPHONE

Maude L'ARCHEVÊQUE

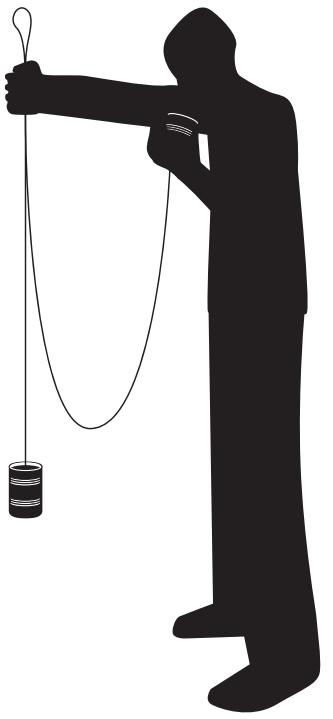


ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

1. Les tiers partis, leur pertinence. *Quartier Libre* clôt, dans cette parution, la série électorale commencée au numéro 12. Ayant déjà interviewé des représentants du Parti libéral du Québec et du Parti québécois (l'Action démocratique du Québec n'a pas répondu à nos appels), Marie-Michèle Giguère s'entretient à présent avec Françoise David, porte-parole de Québec solidaire, et avec Scott McKay, chef du Parti vert du Québec (page 13). Les derniers sondages, permettant de croire à une lutte à trois entre le PLQ, le PQ et l'ADQ, laissent penser que les présentes élections pourraient être celles de l'émergence de l'ADQ. S'il y a une leçon à tirer de cette tendance de mi-campagne, c'est probablement celle de la pertinence des tiers partis.

Un argument souvent utilisé par les partis bien établis pour décourager les électeurs de voter pour un tiers parti est celui du vote gaspillé. Si vous votez pour un tiers parti, vous seriez l'artisan de la victoire d'un parti concurrent : «Voter QS, c'est voter PLQ», disent certains. Or, si les électeurs ne votent pas pour le parti qui correspond le plus à leurs aspirations, quelles qu'elles soient, ils courent le risque de ne jamais voir leurs convictions bien représentées au Parlement. Il faut commencer quelque part. Voter pour Québec solidaire ou pour le Parti vert, c'est peut-être comme voter pour le Parti Québécois en 1970 : ce dernier n'avait alors fait élire que sept députés, mais, quelques années plus tard, sa présence menait à la dissolution de l'Union nationale. Même chose du côté de l'ADQ qui, après plusieurs années passées dans l'ombre des grands partis, semble appelée à devenir un parti «principal» elle aussi. Or, si les militants de la première heure du PQ et de l'ADQ n'avaient pas voté en suivant leurs convictions, ces partis ne connaîtraient pas le succès qu'ils connaissent présentement. Il faut penser à long terme.

Les tiers partis sont pertinents, pour la simple et bonne raison que les partis *mainstream* ont à peu près tous d'abord été des petits partis. Émergera, émergera pas? C'est l'avenir – bien au-delà du 26 mars – qui le dira.

2. La FAÉCUM, ses élections. Le 26 mars, les Québécois iront aux urnes pour choisir leur nouveau gouvernement. Quelques heures plus tôt, le 25 mars, dans la nuit, le nouveau Bureau exécutif de la FAÉCUM aura été choisi par les délégués des associations étudiantes réunies en Congrès. Cependant, si, depuis quelques semaines, *Quartier Libre* s'affaire à vous présenter les différents candidats, ce n'est pas pour vous aider, étudiants membres de la FAÉCUM, à faire un vote éclairé. Car vous ne voterez pas. Il en va de la nature même de la FAÉCUM : il s'agit d'une fédération où ce sont les délégués des différentes associations étudiantes qui votent. Certaines associations représentent leurs membres en prenant position en assemblée générale avant d'aller dans les instances de la FAÉCUM; d'autres se basent simplement sur un principe de représentativité : nous étudions dans le même programme, nos idées doivent bien se ressembler un peu.

Cependant, ces beaux principes s'écroulent lorsque vient le temps de choisir un Bureau exécutif. Les candidats ne représentent souvent pas des idées, puisque les officiers se doivent d'exécuter les positions prises par les associations étudiantes dans les instances de la Fédération. Ne représentant pas d'idées ni de tendances particulières, les candidats en sont donc réduits à faire campagne sur leur compétence et leur personnalité. Les délégués choisissent donc souvent les officiers en se basant sur leur connaissance personnelle des candidats, parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement.

Les campagnes à la FAÉCUM seraient autrement plus intéressantes si c'était la population étudiante au sens large qui choisissait le Bureau exécutif. Puisqu'il s'agit de toute façon de campagnes de personnalité, il pourrait être pertinent de voir si les candidats sont capables de convaincre les étudiants en général de leur candidature. Aussi, les campagnes seraient moins prévisibles – plus difficile de prévoir le vote de 33 000 étudiants que de quelques centaines de délégués (les chiffres sont optimistes dans les deux cas) – ce qui amènerait peut-être plus de candidats à tenter leur chance et, donc, une plus grande diversité de visions de la FAÉCUM à être explorées. Au moins, cette année, il y a deux candidats pour deux des postes, ceux de coordonnateur aux affaires universitaires et de coordonnateur aux affaires externes. Au moins, les délégués auront eu le choix.

J'ai souvent entendu des représentants d'association étudiante et même des officiers de la FAÉCUM se plaindre de la difficulté de communiquer avec les membres individuels de la FAÉCUM et de les faire « embarquer » dans les grandes campagnes. Peut-être que les étudiants se sentiraient plus impliqués dans les affaires faécumiennes s'ils choisissaient eux-mêmes leurs candidats. S'ils voyaient des lieux pour voter un peu partout sur le campus, peut-être s'arrêteraient-ils pour le faire. Et peut-être, qu'ayant voté, ils s'intéresseraient à ce que ceux qu'ils ont choisis font pour eux.

3. À propos de la difficulté pour la FAÉCUM de communiquer avec ses membres. On pense notamment au quasi échec de la campagne sur les frais technologiques de cette année : miraculeusement, il y aura eu des gains, même si les étudiants ont très peu participé à la campagne. Le Rectorat aura fait le meilleur pari en choisissant de transformer les frais technologiques en cotisation automatique non obligatoire : voyant que l'étudiant lambda (pour parler comme mon collègue Clément Sabourin) se foutait éperdument de payer 60 $ de plus, la direction a pensé satisfaire la poignée d'étudiants qui manifestait bruyamment contre les frais technologiques en leur permettant de se retirer. Leur bec cloué par certaines des clauses du contrat qui les lient (voir l'article de Normand Forgues-Roy en page 5), tout le monde est content, bonne journée. On passe à un autre appel.

_QLvol14no13.qxd 3/13/07 8:52 PM Page 4

LE QL DANS LA REMORQUE

Mercredi 28 février, 5h30. Une demi-douzaine de militants de la FECQ et de la FEUQ se réunit aux bureaux de la FECQ, rue Saint-Denis, à Montréal, avant d'embarquer dans la caravane du gel. Pendant toute cette journée, une journaliste de *Quartier Libre* les a suivis.

Maude L'ARCHEVÊQUE

Depuis le début de la campagne électorale provinciale, la caravane du gel organisée par les Fédérations collégiale et universitaire sillonne le Québec pour suivre le premier ministre Jean Charest dans ses déplacements. Visant à l'origine à s'assurer que les différents partis politiques prennent position en faveur du gel des frais de scolarité, une position chère à la FECQ et la FEUQ, la caravane a tout de même décidé de s'attacher aux pas de Jean Charest lorsque son parti, le Parti libéral du Québec, a annoncé avant le début de la campagne qu'il dégèlerait les frais de scolarité de 500 $ en cinq ans dans l'éventualité où il remporterait un deuxième mandat.

PHOTO : MAUDE L'ARCHEVÊQUE

Quelques militants entourent l'une des caravanes du gel dans le stationnement d'un salon de quilles.

La caravane du gel, c'est plutôt deux minifourgonnettes décorées de gros autocollants jaune autobus scolaire. La caravane peut donc, en tout, loger un maximum de 14 personnes tassées comme des sardines. Le 28 février, après un arrêt à Saint-Hyacinthe pour prendre deux militants du cégep local, ce sont sept militants qui ont pris place dans les deux voitures qui partaient en direction de Québec où Jean Charest devait faire une annonce à l'Hôtel-Dieu, rencontrer des personnes âgées dans un salon de quilles et participer au rassemblement de la candidate de son parti dans Lévis, Carole Théberge. Les cégépiens dans une caravane, les universitaires dans l'autre.

Un seul incident marqua la journée : l'apparition sur le blogue de Philippe Schnobb, journaliste à Radio-Canada, d'un lien vers un vidéo sur la caravane du gel trouvé sur YouTube. Le texte s'intéressait plutôt aux démêlés de la FECQ et de la FEUQ avec le Directeur général des élections et omettait de mentionner que la trame sonore de la vidéo était constituée de la chanson *Girlfriend* de TTC, dont les paroles les plus douces sont *«Bouge ton gros cul pute, fais-le rebondir»*. La vidéo ne sera pas demeurée très longtemps sur le web : avant la fin de la journée, elle disparaissait de Youtube et aucun média traditionnel ne choisissait d'en parler. Un grand soupir de soulagement traversa alors la caravane.

POURQUOI

Selon Nicolas Veilleux, un étudiant en études cinématographiques de l'Université de Montréal à qui il *«arrive assez souvent d'embarquer dans la caravane du gel»* et qui conduisait la caravane des universitaires le 28 février, *«la caravane constitue un moyen assez efficace de faire passer le message du mouvement étudiant aux partis politiques et à la population en général, à travers les médias»*. Ce message, c'est celui du maintien du gel des frais de scolarité, auquel s'opposent le Parti libéral et l'Action démocratique. Anny Deslauriers, une étudiante en histoire de l'art de l'Université de Montréal, est assise aux côtés de Nicolas Veilleux à l'avant de la caravane des universitaires. Même si elle ne serait pas touchée par un dégel des frais de scolarité des étudiants québécois puisqu'elle est Ontarienne, elle milite activement pour le gel, car elle estime *«qu'il s'agit d'un choix de société que le Québec a fait et qui doit être maintenu»*.

LA CARAVANE N'EST PLUS QU'UNE

Depuis le lundi 5 mars, la caravane n'est plus qu'une. Un cégépien qui conduisait l'une des deux minifourgonnettes a heurté l'accotement sur la voie d'accès d'une autoroute en revenant du Saguenay. Résultat : une crevaison et des dommages à la direction de la voiture. La deuxième caravane se trouve donc hors service pour la deuxième partie de la campagne. Une deuxième voiture suivra au besoin la caravane restante quand les militants sont trop nombreux dans la première, puisque le temps manque d'ici la fin de la campagne pour refaire des autocollants pour la caravane.

_QLvol14no13.qxd 3/13/07 8:52 PM Page 5

Reconnaissance de la CALESH

AU PETIT TROT

Après plus d'une année d'existence, la Coalition des associations de lettres et sciences humaines (CALESH) essaie tant bien que mal de se faire reconnaître au sein du campus. En ce moment, seules la FAÉCUM et l'AGEEFEP sont consultées par le rectorat.

Stéphane WAFFO

Créée il y a plus d'un an par des associations étudiantes de gauche désaffiliées de la FAÉCUM, la CALESH peine à se faire reconnaître. Pourtant, Alain Vienneau, responsable de la reconnaissance de toute association sur le campus au Service des activités étudiantes, rappelle qu'*«aucune demande»* en ce sens n'a encore été émise par la CALESH. Aujourd'hui, seules la FAÉCUM et l'AGEEFEP sont reconnues comme regroupements d'associations étudiantes selon la Loi sur l'accréditation et le financement des associations. Les élus de la CALESH ne peuvent donc pas siéger sur les comités et autres instances de l'Université. Aussi, la Coalition ne peut pas prélever les cotisations de ses 700 membres directement auprès de l'Université comme n'importe quelle association au sens légal. Pour pallier à cette situation, chaque étudiant doit débourser un dollar par année à travers les associations départementales membres de la Coalition. Afin de devenir membre de la CALESH, une association étudiante doit absolument être désaffiliée de la FAÉCUM, puisque la nouvelle coalition *«ne reconnaît pas les instances peu démocratiques»* de cette dernière, comme le souligne Marc André Faucher, conseiller à la politique externe de la CALESH.

Un étudiant en sociologie paie donc des cotisations à la fois à son association départementale (RÉÉSUM), à l'ASSÉ, à la CALESH, mais aussi à la FAÉCUM ainsi qu'à la FEUQ. Tout en relevant que c'est avant tout *«un choix que les membres des associations étudiantes ont fait»,* Francis Hogue, coordonnateur aux affaires associatives de la FAÉCUM, souligne que, malgré tout, sa Fédération défend *«tous les étudiants de l'Université de Montréal incluant ceux de sociologie ou d'histoire»*.

Marc André Faucher explique pour sa part que, *«pour remédier à la non reconnaissance, on a un mandat pour aller voir des avocats et demander un avis juridique sur la Loi sur l'accréditation»*. Le conseiller à la politique externe est d'avis que les étudiants devraient avoir le droit de payer ou non pour l'association de leur choix. Du côté de la FAÉCUM, on estime qu'il est *«impossible»* pour un étudiant de retirer sa cotisation et d'en faire ensuite ce qu'il veut. Cela est confirmé par Guy Majeur, chargé des dossiers universitaires au Ministère de l'éducation, du loisir et des sports.

Malgré tout, la CALESH continue de multiplier ses actions. Séries de conférences sur l'éducation et le financement de l'université à la mi-mars, conférence sur la biologie et les bioécologies, recherche sur le financement des départements sont quelques uns des projets futurs.

Aujourd'hui, un étudiant en sociologie paye des cotisations à la fois, à son association départementale (RÉÉSUM), à l'ASSE, à la CALESH, mais aussi à la FAÉCUM ainsi qu'à la FEUQ (via la FAÉCUM qui y est affiliée).

Frais afférents technologiques

AU FONDS, TOUT VA BIEN !

L'Université de Montréal, la FAÉCUM et l'AGEEFEP sont finalement parvenues à une entente de principe dans le dossier des frais technologiques. Une entente qui pourrait porter un coup à la crédibilité des associations étudiantes.

Normand FORGUES-ROY

Les sommes récoltées par le biais d'une cotisation automatique non obligatoire (CANO) seront versées dans un compte dédié au développement technologique. Ce fonds sera majoritairement géré par les associations étudiantes qui, en contrepartie, s'engagent à en faire la promotion.

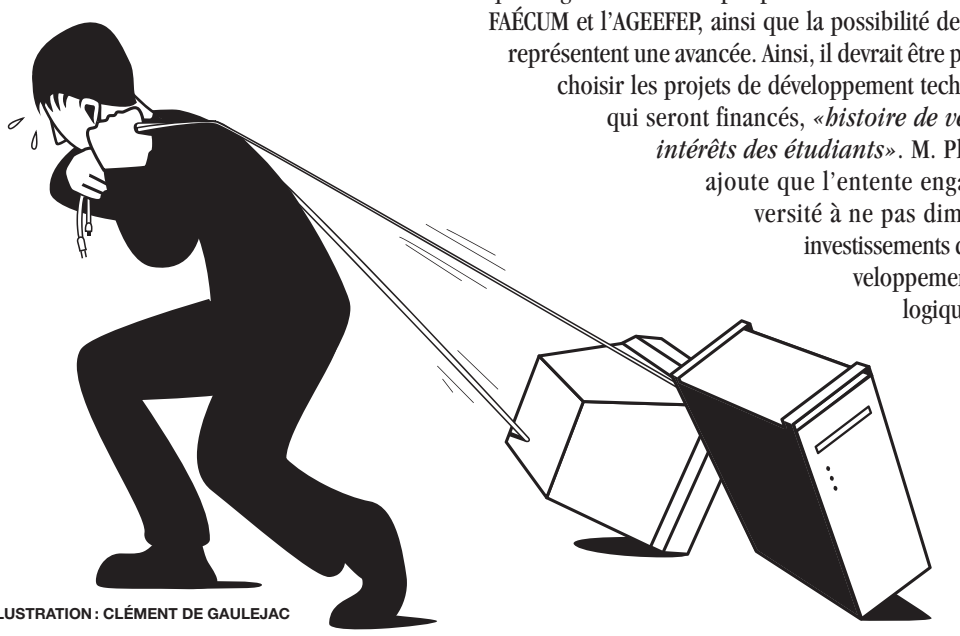


ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

Après avoir été opposés durant six mois sur la question des frais technologiques imposés à la rentrée de septembre 2006, les différents protagonistes ont donc réussi à s'entendre. Lundi 26 février, le Conseil universitaire a approuvé la proposition d'entente. Quelques questions techniques devant encore être réglées, la signature finale devrait intervenir d'ici la fin mars selon la FAÉCUM. La nouvelle CANO devrait entrer en vigueur dès la présente session et resterait active jusqu'en avril 2009. À cette date, trois millions de dollars devraient avoir été récoltés.

Une première ?

L'entente créerait un précédent. Selon Jonathan Plamondon, secrétaire général de la FAÉCUM, c'est le premier fonds cogéré par les associations étudiantes et l'Université à voir le jour. En effet, dans le cadre de l'entente avec Pepsi, la FAÉCUM ne fait qu'administrer les sommes reçues. En fait, le seul autre exemple de cogestion demeure le SAÉ (services aux étudiants), qui *«a servi de modèle au comité du compte»,* explique-t-il. Le SAÉ, qui regroupe les ateliers, activités et services extra-scolaires, est en effet cogéré par les étudiants et l'Université. Le comité du compte va gérer le fonds dans lequel seront versées les CANO et va attribuer les sommes en fonction des besoins. Cependant, cette nouveauté soulève des questions. Jocelyn Caron, vice-président de l'association étudiante de science politique cycles supérieurs de l'UdeM, pense qu'*«on se retrouve avec quelque chose de nouveau, la FAÉCUM n'a jamais été dans une positon de gestion pour l'ensemble de la communauté»*.

Contrairement à ce qui avait été d'abord annoncé, cet objectif financier est non contraignant.

Jonathan Plamondon, secrétaire général de la FAÉCUM, accueille cette entente favorablement : *«Dans un contexte de sous-financement des universités et sachant que l'UdeM ne voulait pas retirer les frais, ce n'est peut-être pas un gain total, mais c'est un gain, je crois.»* Il estime que la gestion du compte par les étudiants à travers la FAÉCUM et l'AGEEFEP, ainsi que la possibilité de se retirer représentent une avancée. Ainsi, il devrait être possible de choisir les projets de développement technologique qui seront financés, *«histoire de veiller aux intérêts des étudiants»*. M. Plamondon ajoute que l'entente engage l'Université à ne pas diminuer ses investissements dans le développement technologique.

L'article 4.2 de l'entente stipule que *«la FAÉCUM s'engage à faire la promotion du compte et à ne pas inciter les étudiants à se désister»*. Après la campagne de l'automne dernier contre les frais technologiques, l'acceptation de l'entente ne place-t-elle pas la Fédération dans une situation paradoxale ? Jonathan Plamondon explique que, *«comme nous sommes signataires de l'entente, nous n'irons pas dire aux étudiants de se désinscrire»*. Du côté de l'AGEEFEP, le coordonnateur adjoint Denis Sylvain explique que si son association ne peut inciter les étudiants à se désincrire, *«elle a quand même le devoir de les informer qu'ils peuvent le faire; cependant elle n'aura pas le droit de faire ouvertement campagne contre l'Université»*.

Le comité du compte va devoir évaluer des projets de développement technologique – développement du réseau wi-fi, achats d'ordinateurs, etc – soumis par divers acteurs – facultés, départements, syndicats étudiants entre autre. Jocelyn Caron, vice-président de l'association étudiante de science politique cycles supérieurs de l'UdeM, s'interroge pourtant : *«Est-ce que c'est souhaitable ? Je pense que non*, explique-t-il avant d'ajouter que, *la FAÉCUM va se faire taper sur les doigts autant qu'elle va se faire aimer.»* Par ailleurs, M. Caron admet ne pas comprendre pourquoi l'Université cède la gestion du compte aux étudiants.

Dès l'automne, les étudiants pourront se retirer du compte. Selon le texte de l'entente, les modalités de retrait devraient être clairement énoncées. Toutefois, M. Caron craint que *«si 90% des étudiants continuent de payer, ça veut dire que la campagne a été menée pour rien. Dans un an, on va voir comment se passent les choses»*.

_QLvol14no13.qxd 3/13/07 8:52 PM Page 6

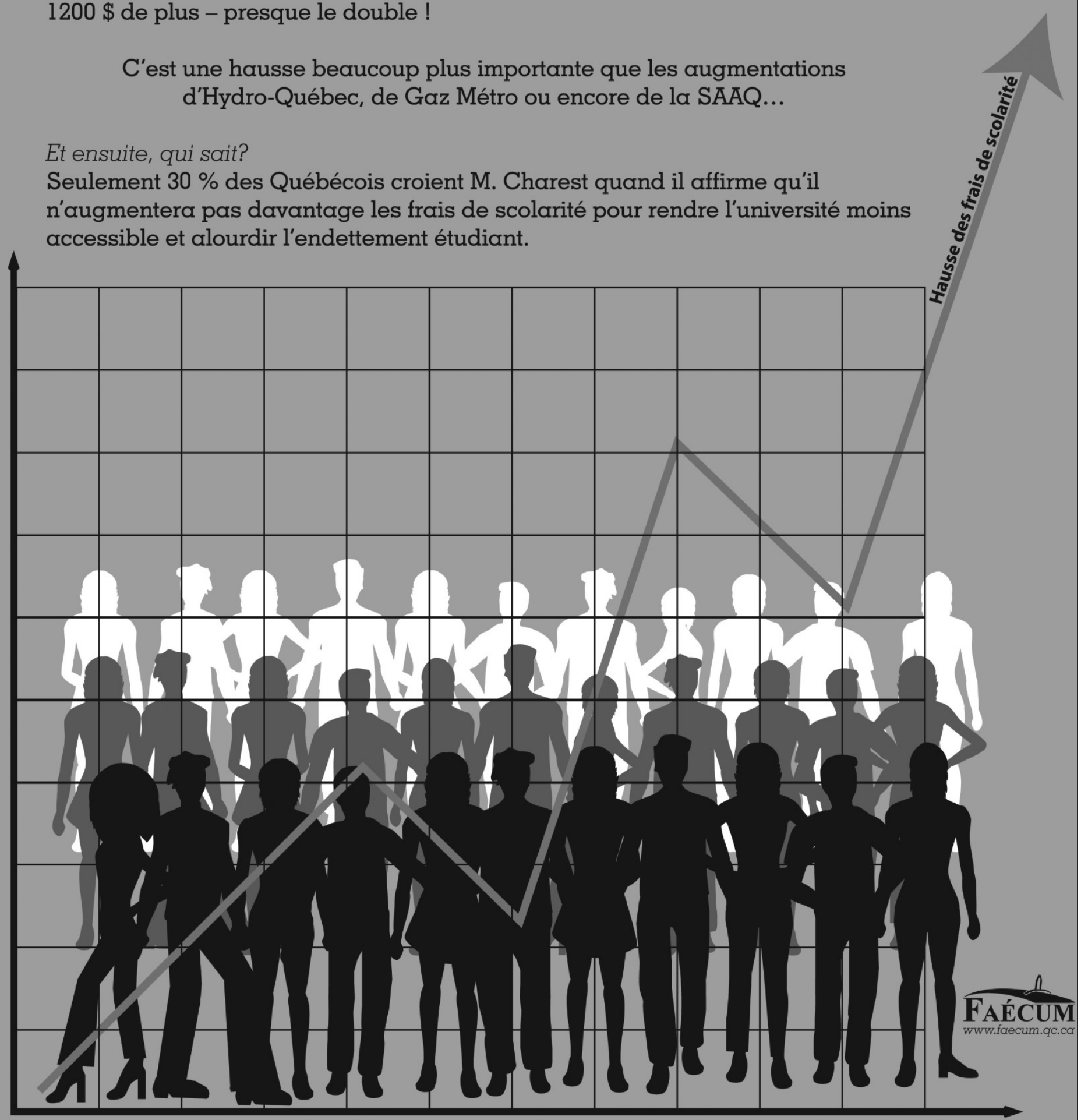
L'éducation de vos enfants est importante pour vous? Votre éducation est importante pour vous?

60 % des Québécois disent NON au dégel des frais de scolarité tel que proposé par le Parti libéral de Jean Charest.

Parce que 2 $ par semaine aujourd'hui deviendront 20 $ par semaine dans 5 ans !
D'ici 2012, vous paierez 500 $ de plus par année pour votre baccalauréat… ou celui de vos enfants. En commençant l'université en 2009, par exemple, cela fait 1200 $ de plus – presque le double !

C'est une hausse beaucoup plus importante que les augmentations d'Hydro-Québec, de Gaz Métro ou encore de la SAAQ…

Et ensuite, qui sait?
Seulement 30 % des Québécois croient M. Charest quand il affirme qu'il n'augmentera pas davantage les frais de scolarité pour rendre l'université moins accessible et alourdir l'endettement étudiant.



* Selon un sondage réalisé par le Centre national de sondages (CNS) pour la FEUQ du 26 février au 4 mars 2007. La marge d'erreur est de 4 %, 19 fois sur 20

_QLvol14no13.qxd 3/13/07 8:52 PM Page 7

Semaine du français et de la francophonie à l'UdeM

PROBLÈMES DE LANGAGE

L'Université de Montréal est dotée d'une politique linguistique définissant le rôle du français depuis 2001. Pourtant, certains professeurs semblent ne pas adhérer à cette démarche et des problèmes de langue persistent sur le campus.

Vanessa GAUVIN BRODEUR

En principe, chaque professeur n'ayant pas atteint les exigences linguistiques de l'Université devrait être suspendu de ses fonctions, ou du moins, devrait *«ne pas voir renouveler son engagement»*, comme l'indique le texte officiel. Pourtant, plusieurs plaintes déposées auprès de différents départements, facultés et associations étudiantes semblent prouver le contraire.

La politique linguistique de l'UdeM a pour objectif de s'assurer de la qualité du français au niveau de l'enseignement. Pour cette raison, un test d'aptitudes linguistiques est imposé lors de l'admission des professeurs et des étudiants. Le texte officiel stipule d'ailleurs qu'au niveau professoral, tous les professeurs *«recrutés à l'extérieur du Québec qui ne posséderaient pas une connaissance de la langue française appropriée à leurs fonctions satisfassent pleinement cette exigence dans les délais prescrits à l'embauche»*, c'est-à-dire trois ans. Un programme permet notamment aux professeurs non-francophones de suivre gratuitement des cours de français, *«afin qu'ils puissent améliorer leur niveau»,* précise Yves Lépine, directeur adjoint au bureau du personnel enseignant de l'UdeM.

PARLER DANS LE VIDE

À en croire le rectorat et la FAÉCUM, des étudiants auraient déjà fait part de leur insatisfaction quant à l'incompétence linguistique de certains professeurs. En 2002, une plainte a été déposée contre un professeur dans le domaine des sciences sociales, et en novembre dernier, c'est un chargé de cours de la Faculté des arts et sciences (FAS) qui a dû faire face aux accusations de deux étudiants. Les plaintes étant confidentielles et toute information plus précise relatives aux professeurs étant tenues privées, *Quartier Libre* n'a pas pu obtenir le nom des professeurs impliqués. La FAÉCUM précise que les plaintes sont déposées mensuellement, et que leur nombre serait sans doute bien plus élevé si le délais de traitement était moins long. En effet, il faut attendre plusieurs mois avant que le processus aboutisse. L'étudiant doit d'abord déposer sa plainte en personne; celle-ci est transmise au conseiller au règlement du rectorat, puis aux associations étudiantes, et enfin à la secrétaire générale, Francine Verrier, qui s'occupe du parachèvement. C'est la FAÉCUM qui traite alors des réclamations avec les directeurs de départements.

Les cas traités se manifesteraient plus couramment dans les départements de sciences pures. Par exemple, au département de biologie : un professeur d'origine anglophone, préférant l'anonymat, enseigne depuis une quinzaine d'années à l'UdeM. Il précise qu'il était conscient de l'existence des exigences linguistiques lors de son embauche. Cependant, il dit ne pas penser *«que la politique à l'encontre des enseignants était aussi sévère à* [s]*on arrivée qu'elle ne l'est aujourd'hui».*

QUIPROPO SÉMANTIQUE

Louis-Philippe Vien, coordonnateur aux affaires académiques de premier cycle de la FAÉCUM, soulève une autre question : *«Personne ne peut vraiment définir ce qu'est la maîtrise du français.»* En effet, aucune définition n'est disponible à ce jour. Francine Verrier explique que *«cette discussion se fait actuellement au comité de la politique linguistique. Au niveau de la maîtrise du français, pour l'instant, ce n'est pas clair»*. Pour régler le problème de la maîtrise de la langue chez les professeurs, il faudrait tout d'abord établir les normes de la maîtrise, puis faire passer un test d'aptitudes pour chaque professeur problématique, suggère M. Vien. *«Je pense qu'il y a aussi un problème lorsque la volonté d'internationalisation de l'Université devient une justification* [quant à la qualité du français de certains professeurs]. *Il faut se demander si un professeur peut vraiment passer d'un niveau de français très bas, à un niveau académique en 3 ans.»*

Courrier des lecteurs

Ayant publié les courriers tels que reçus, *Quartier Libre* ne saurait être tenu responsable de leur contenu.

L'éducation post-secondaire fait débat

J'aimerais vous exprimer ma déception quant au contenu clairement biaisé de votre dernier numéro portant sur le débat du dégel des frais de scolarité dans l'enseignement post-secondaire. Le thème abordé étant un d'importance pour l'avenir du système d'éducation québécois, il est dommage que *Quartier Libre* ait été pris en otage par le discours des apôtres du statut quo : deux pages entières publiées par la FAÉCUM – avec le titre « L'arnaque libérale démystifiée » – montrant seulement un côté de la médaille. Aucun article visant à éclairer les mythes de l'accessibilité ou de la gratuité. Aucun article – sauf une entrevue – qui donne des pistes de réflexion à l'extérieur du paradigme syndicalo-péquiste. Non seulement je doute de la légalité des publicités de la FAÉCUM en période d'élections, mais je déplore également l'approche passive adoptée par *Quartier Libre* – un journal financé par TOUS les étudiants de l'université de Montréal – pour traiter un sujet si important. Les pages d'un journal avec une histoire et une réputation comme celle de *Quartier Libre* devraient servir plutôt à débattre franchement et en toute transparence des toutes les options disponibles pour améliorer notre système d'éducation. Les pages de *Quartier Libre* ne devraient pas servir de courroie de transmission à un syndicat étudiant qui ne peut d'ailleurs prétendre représenter TOUS les étudiants de l'Université de Montréal.

Marcelo L. Garcia
étudiant au HEC Montréal

Étudiant à l'Université de Montréal, je suis incapable d'avaler, cette nouvelle augmentation de ma facture universitaire. On entend souvent dire, à tord et à travers, dans les médias qu'il y a un gel de la facture universitaire au Québec. La vérité c'est qu'il y a eu au cours des années l'ajout de multiples frais afférents. À l'Université de Montréal, que je fréquente, ces frais correspondent à 200 $, mais ils sont supérieurs dans d'autres institutions montréalaises. Donc, depuis le supposé gel instauré en 1994, il y a eu augmentation des frais facturés aux étudiants. Je songe à faire une maîtrise. Là-dessus, peu de payeurs de taxes se doutent que les frais de rédaction ont augmenté de 500 % depuis 1994. C'est un non-sens puisque les étudiant gradués en rédaction n'ont pas de cours et pour la plupart, ils utilisent uniquement la bibliothèque et même qu'en sciences pures, mon domaine, ils travaillent en laboratoire et contribuent activement à l'innovation au Québec. Avec la durée démesurée des études graduées chez-nous, cet endettement supplémentaire est très décourageant.

Frédéric Sauvé

Après des années d'effort des associations étudiantes pour se présenter en partenaire en éducation post-secondaire, le gouvernement de Jean Charest et son candidat local dans la circonscription d'Outremont, Raymond Bachand, tel qu'on l'a appris dans son discours d'investiture, sont bien heureux de proposer un dégel unilatéral des frais de scolarité.

Ça ressemble pas mal à leur réforme injuste et heureusement ratée du régime des prêts et bourses en 2005. Le PQ au moins propose un gel des frais de scolarité tant que le retard de fréquentation universitaire du Québec par rapport au reste du Canada ne sera pas comblé. Franchement, il me semble que ça coule de source : il ne faut pas rendre plus difficile l'accessibilité aux études si on veut rattraper notre retard. En plus, le PQ peut ramener la paix entre les associations étudiantes et le gouvernement en les consultant sur le futur du financement des réseaux universitaire et collégial. On dirait vraiment que le Parti Libéral cherche la confrontation avec les étudiants.

Gabriel Parent
étudiant de deuxième année en génie informatique à l'École Polytechnique

---

L'éducation est primordiale à notre société, on doit en convenir. Cependant, profiter des manifestations de 2005, encore promettre le gel des frais de scolarité et être partisan a contrario lors de la campagne électorale actuelle au nom d'accès au savoir, je suis contre. Premièrement, en 2005, la cause des manifestations était juste, mais le gel des frais de scolarité n'est aucunement la même chose. Pourquoi toujours demander et jamais donner ? Nous acceptons de payer plus cher l'essence, la bouffe, loyer, etc. Mais, pas un sous de plus pour notre éducation, si importante. Vous aimez la qualité de votre enseignement ? Soyons honnête, des classes énormes, une infrastructure désuète, moins de professeurs titulaires et un nivelage par le bas à partir du primaire. Ce n'est pas vrai que tout le monde est fait pour aller à l'université, mais tout le monde peut y accéder. Quand on veut, on peut. Cela n'est pas toujours facile, mais un but est possible à atteindre. Arrêtez les comparaisons avec les États-Unis ou le Canada. Leur système de prêts et bourses sont adaptés en conséquence. Au pire, avoir un diplôme coûtant 50 000 $ US par an assure une éducation de qualité nettement supérieure et ouvre beaucoup plus de porte sur le marché du travail. Je pourrais amener des chiffres ou autres arguments, mais il y a une majorité silencieuse dont les associations étudiantes ne tiennent pas compte. Ces gens là travaillent, bûchent et n'ont pas le temps d'aller suivre en voiture un parti politique durant une campagne électorale. De plus, secret de polichinelle, on sait tous que ceux qui parle fort et veulent la gratuité scolaire, le gel des frais et avoir en même temps la meilleure éducation possible, sont en grande majorité péquistes. Donc, l'objectivité tombe, mais la réalité se fera entendre lors du prochain vote. Il faut du changement dans la structure et non seulement essayer de capitaliser sur des idées pour avoir des votes.

Nicholas Bellerose
étudiant en troisième année de baccalauréat ès arts en science politique

---

Le Parti Québécois (PQ) s'est engagé à maintenir le gel des frais de scolarité et s'est surtout engagé à consulter les étudiants sur l'avenir du réseau universitaire, en particulier sur la pérennité de son financement. Les associations étudiantes doivent devenir plus proactives, et donc cesser d'être uniquement en réaction aux évènements politiques. Cela va, je crois, dans le même sens que l'éditorial paru dans la dernière édition de *Quartier Libre*. D'autre part, la question nationale demeure un élément primordial des délibérations politiques du Québec et pour cause. L'épanouissement économique et culturel de notre peuple passe indéniablement par une prise en main complète de nos institutions politiques, soit la souveraineté. C'est l'unique façon envisageable de nous offrir une société qui corresponde à nos valeurs et de l'ouvrir véritablement sur le monde. En somme, le PQ propose un programme qui fait le pari de l'avenir, en étant axé sur la souveraineté, l'environnement et l'éducation. Parmi les partis pouvant former le gouvernement, les alternatives sont peu stimulantes. Le PLQ annonce unilatéralement une augmentation des frais de scolarité, lui qui a tenté le coup de la réforme injuste du régime des prêts et bourses, les 103 millions. De plus sous son gouvernement, le rapport de force de Québec face à Ottawa n'a jamais été aussi mauvais. Qui peut citer le dernier effort du premier ministre pour protéger la spécificité québécoise dans la fédération canadienne, par une adhésion satisfaisante à la constitution ? Quant au programme de l'ADQ, il nous promet un retour aux politiques de Duplessis, avec tout leur simplisme. Le summum est atteint lorsque l'on découvre dans le programme de M. Dumont que les Québécois paieront tout leur impôt au gouvernement provincial et qu'il y aurait instauration d'une constitution et d'une citoyenneté québécoise. On y lirait presque : «Un Québec indépendant dans un Canada uni». C'est Mario au pays des merveilles ! Sans oublier sa politique radicale de dégel des frais de scolarité. Allons voter !

François-Xavier Valois

_QLvol14no13.qxd 3/13/07 8:52 PM Page 8

COURS EN LIGNE

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES
UQTR
une université pour MOI

Profite de l'été pour t'avancer dans tes études, où que tu sois au Québec!

Cours offerts à l'été 2007 : 30 avril au 17 août

MED1001 Introduction à la médecine humaine
PED1031 Droit et éthique de la famille et de l'enfant
PRS1012 Fondements de l'éducation préscolaire
(3 crédits par cours)

Étudie quand bon te semble, tu n'auras qu'à te déplacer pour tes évaluations (1 à 2 par cours) dans les centres prévus à cet effet : Drummondville, Gatineau / Hull, Joliette, Montréal / Laval, Québec, Saguenay, Saint-Georges de Beauce, Saint-Hyacinthe, Sherbrooke, Trois-Rivières, Varennes.

INSCRIPTION
www.crepuq.qc.ca
remplis la demande électronique d'autorisation d'études hors établissement

INFORMATIONS
Service de la formation continue
1-800-365-0922 poste 2124

www.uqtr.ca/coursenligne

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES UQTR

Université d'Ottawa
École de gestion

LIÉE au LINKED with LEADERSHIP

Découvrez les nouveaux horizons de la recherche en gestion

Vous êtes brillant. Vous êtes ambitieux. Vous êtes prêt à relever de nouveaux défis.

Dans le cadre de la **maîtrise ès sciences en systèmes de santé**, vous apprendrez à appliquer des méthodologies novatrices de recherche vous permettant d'analyser et d'explorer les champs fondamentaux des systèmes de soins de santé.

Notre programme de **maîtrise ès sciences en gestion**, axé sur l'étude de l'entrepreneuriat et la gestion de l'innovation, vise à munir les étudiants des compétences nécessaires pour s'engager dans de rigoureuses recherches théoriques, appliquées et stratégiques.

Voyez ce que l'avenir vous réserve. Consultez maintenant le **msc.gestion.uOttawa.ca** ou composez le **613-562-5884** pour réserver votre place à la prochaine séance d'information.

Le 8 mars 2007 (en anglais)
Le 15 mars 2007 (en français)
17 h 30, pavillon Vanier, salle 131
136, rue Jean-Jacques-Lussier, Ottawa (Ontario)

Sous réserve de l'approbation de COES et du Sénat de l'Université d'Ottawa

Renouvellement du corps professoral

CONTENANT SANS CONTENU

Le renouvellement du corps professoral se fait attendre. Pourtant, les besoins sont pressants avec l'augmentation du nombre d'étudiants et le départ à la retraite de nombreux professeurs. Mais les divergences d'analyse du syndicat des professeurs et de l'administration de l'UdeM ne laissent pas présager une rapide résolution du problème.

Thomas GERBET

Renée Béland est professeure au département d'orthophonie et d'audiologie de l'UdeM. L'administration de l'Université a conclu un marché avec son département. *«Ils nous ont dit que si on passait de 70 à 100 étudiants l'an prochain, on nous donnerait quatre professeurs de plus dans les quatre ans qui suivront.»* Pour Mme Béland, cette situation n'est pas acceptable, son département devra en effet s'occuper de ces étudiants dès la première journée de la rentrée et non dans les quatre ans. La conséquence de tout ça : *«Les groupes vont évidemment être plus nombreux et à court terme, ça signifie une baisse de la qualité de l'enseignement»*, explique-t-elle.

Renée Béland est membre du SGPUM, le Syndicat général des professeurs et professeures de l'Université de Montréal. Le vice-président de ce syndicat, Samir Saul, met en garde contre *«ce renouvellement qui tarde par rapport aux besoins ressentis»*. En 1994, il y avait près de 35 000 étudiants inscrits à l'Université, aujourd'hui, leur nombre dépasse les 53 000. Dans la même période, le nombre de professeurs a stagné autour de 1400. Le ratio professeur-élèves a donc fortement augmenté. Pour M. Saul, *«cette situation est inadmissible, ce ratio est un des plus lourd au Canada»*.

Du côté de l'administration de l'Université, on relativise ce constat. Pour Pierre Simonet, vice-recteur à la planification de l'UdeM, *«si on se reporte sur une décennie, nous avons rattrapé les effectifs professoraux de 1996»*. Certes, il reconnaît que cela n'est pas suffisant, mais se défend, disant que *«depuis 2002, le ratio s'est stabilisé»*. Pour lui, l'UdeM n'y peut pas grand-chose, car cette situation est *«attribuable à la baisse des transferts fédéraux»*. Il rappelle sa volonté d'augmenter le corps professoral d'au moins 150 unités, mais *«on n'imprime pas de fausse monnaie»*, ironise-t-il.

Samir Saul reconnaît cette réalité : *«L'Université a effectivement des difficultés dues à la baisse des finances publiques.»* Toutefois le vice-président du SGPUM estime qu'*«il y a des dépenses difficiles à justifier, les priorités ne sont pas à leur place»*. Il cite par exemple les investissements immobiliers récents de l'Université, ou encore le salaire du vice-recteur Guy Breton. Selon M. Saul, en plus d'une hausse des investissements dans les universités, il faudrait aussi *«mettre de l'ordre dans ses propres finances»*.

Face à ces attaques, M. Simonet répond que *«le budget d'immobilisation et le budget de fonctionnement sont distincts»*. On ne pourrait donc pas prendre dans l'un pour donner à l'autre. Quant au cas du Vice-recteur Guy Breton : *«Il est radiologiste, il doit avoir un salaire à la hauteur de son statut.»* L'administration attendrait avec impatience le contenu du prochain budget fédéral. Pour M. Simonet, *«s'il n'y a pas de transferts, on peut s'interroger sur l'avenir du système universitaire québécois»*. Le dégel des frais de scolarité serait-il une solution au problème ? Selon lui, *«ce n'est qu'un aspect de la question, sans réinvestissement et sans support, on ne peut rien faire»*.

«On n'imprime pas de fausse monnaie»

Pierre Simonet
vice-recteur à la planification de l'UdeM

_QLvol14no13.qxd 3/13/07 8:52 PM Page 9

DU SUSPENS MALGRÉ TOUT

Le dimanche 25 mars aura lieu le congrès de la FAÉCUM au cours duquel les associations membres éliront un nouveau Bureau exécutif. Après avoir présenté les candidats aux postes clés de secrétaire général et de coordonnateur aux affaires externes dans le dernier numéro, *Quartier Libre* fait le point sur les autres candidatures. N'ayant aucun adversaire, tous les prétendants sont d'ores et déjà presque sûrs d'être élus, à l'exception de Vincent Ranger et de Martin Vézina, tous deux en lice pour la fonction de coordonnateur aux affaires universitaires.

Clément SABOURIN

Coordonnateur aux affaires universitaires. Le poste.

Secrétaire officiel de la FAÉCUM, le coordonnateur des affaires universitaires représente la Fédération auprès des différents acteurs du campus (Direction de l'UdeM, syndicats etc.). Il est en charge du traitement de tous les documents officiels, des simples convocations aux accords d'ententes.

Candidat : VINCENT RANGER

Le champion de la Glasnost

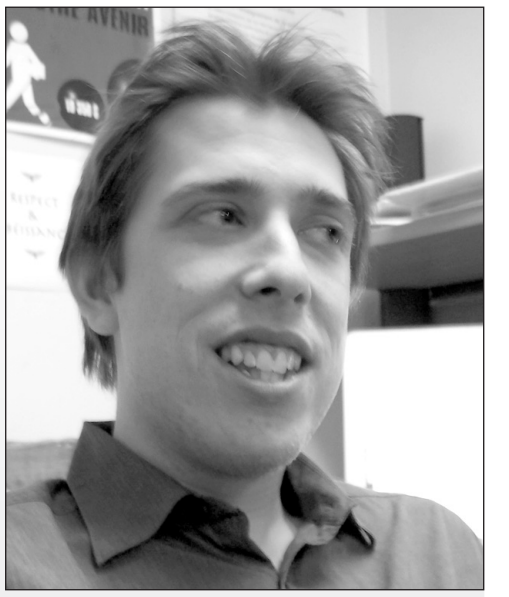
Parcours : Vincent Ranger achève actuellement son baccalauréat en science politique à l'UdeM et projette de continuer en maîtrise dès septembre. Ancien étudiant au Collège de Maisonneuve où il a fait ses premières armes dans le mouvement étudiant, s'est beaucoup impliqué dans l'association étudiante, la SOGÉÉCOM, il est impliqué depuis trois ans au sein de l'association étudiante de science politique et études internationales de premier cycle (AÉSPÉIUM). Il y occupe la fonction de délégué aux affaires externes depuis 2006. Également, il est administrateur de la FAÉCUM depuis 2005, siège au C.A. de *Quartier Libre* en tant que représentant du Conseil Central (CC) de la Fédération et fait partie de l'Assemblée universitaire depuis septembre 2006 en tant que membre-étudiant. Cet engagement politique ne s'arrrête pas au monde étudiant puisque depuis 2005, il préside le Forum jeunesse de l'île de Montréal.

Programme : Vincent Ranger dit vouloir axer son mandat autour de deux principes: professionalisme et transparence. *«Je trouve qu'il y a eu du laisser-aller. J'aimerais restaurer le sérieux de la Fédération face aux associations membres du CC, dans les documents transmis et la qualité de la langue, mais aussi face au rectorat lors des Assemblées universitaires.»* L'externe de l'AÉSPÉIUM estime en outre que les revendications de la FAÉCUM à l'Assemblée universitaire se sont éloignées des enjeux universitaires, étant plutôt *«trop axées sur des enjeux nationaux»*. Il souhaite ainsi s'occuper davantage *«des questions propres aux différents départements»*. Au niveau de la prise de décision du B.E., M. Ranger promet de consulter les associations membres afin de determiner *«ce qui est public et ce qui ne l'est pas»*, tel que le budget et le plan d'actions. Enfin, il s'engage à tenir un référendum sur les questions du pavillon étudiant et du fonds de développement de services.

Pourquoi lui ? Vincent Ranger explique être représentant d'associations *«depuis longtemps»*. Il estime que son implication dans le BE permettrait de *«rétablir le lien distendu entre l'exécutif et la base»*. Interrogé sur sa disponibilité – il siège à de nombreux comités et envisage de débuter une maîtrise en septembre - , M. Ranger assure que, s'il devait être élu, il démissionnerait de la présidence du Forum jeunesse afin de se consacrer *«pleinement»* à la FAÉCUM.

Candidat : MARTIN VÉZINA

Continuer sur la lancée



Parcours : Étudiant en science politique, Martin Vézina achève actuellement la rédaction de sa maîtrise. Hormis un bref retrait lors de sa première année de maîtrise, il a toujours participé aux activités de la FAÉCUM depuis six ans. Entre 2001 et 2003, il a occupé la fonction de délégué aux affaires externes de l'association étudiante de science politique et études internationales de premier cycle (AÉSPÉIUM). De 2003 à 2004, il a présidé le Conseil Central (CC) de la FAÉCUM, avant d'entrer au B.E en 2006 en tant que coordonnateur aux affaires académiques de cycles supérieurs. Martin Vézina estime avoir rempli *«efficacement [s]on rôle»*. Il pense avoir obtenu *«deux gains»* au cours de son mandat : la mise en place rapide de l'évaluation de l'enseignement et de l'encadrement ainsi que le nouveau protocole de gestion du recrutement des auxiliaires d'enseignement.

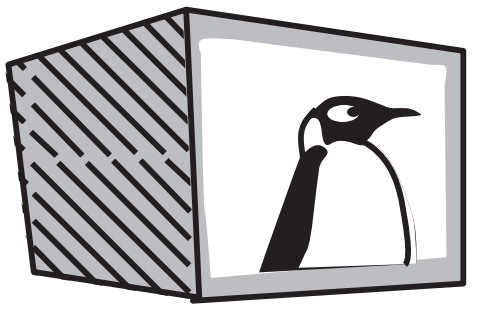
Programme : Martin Vézina dit vouloir achever *«deux grands chantiers qui auront un fort impact sur la vie de campus»*; à savoir, le pavillon étudiant et la reconfiguration du campus. Au niveau du pavillon étudiant, il explique vouloir *«terminer le montage financier ainsi que l'entente de service»* pour ensuite consulter les étudiants au cours d'un référendum. Pour ce qui est de la reconfiguration du campus, le coordonnateur aux affaires académiques de cycles supérieurs aimerait participer à la réflexion entourant le futur campus d'Outremont. *«Il ne faut jamais croire à une logique de deux campus distincts qui vivent indépendamment l'un de l'autre»*. Sans fournir de réponses, il pose quelques pistes de de réflexion *«Comment intégrer les services aux étudiants dans un nouveau site sur Outremont ? Comment envisage-t-on la mobilité de la communauté universitaire entre les deux sites ? Comment favoriser l'intégration des deux sites ?»* En outre, M. Vezina souhaite évaluer les Services aux étudiants (SAÉ). Le plan de relance des SAÉ arrivant à échéance, il veut s'assurer que les offres sont en adéquation avec les attentes des étudiants.

Pourquoi lui ? Martin Vezina pense que son mandat de coordonnateur aux affaires académiques de cycles supérieurs constitue un atout. *«Je possède déjà une bonne connaissance du fonctionnement de la machine universitaire»*. De plus, il estime posséder *«une crédibilité en tant que représentant étudiant»* auprès de la direction de l'UdeM et de la Faculté des arts et sciences.

LES AUTRES CANDIDATS:

LE POSTE	LE CANDIDAT	PARCOURS UNIVERSITAIRE	Dernière IMPLICATION dans le MOUVEMENT ÉTUDIANT
Coordonnateur aux affaires académiques de premier cycle	Éric Peters	Finit son baccalauréat en informatique et recherche organisationnelle	Président de l'Association étudiante d'informatique et recherche opérationnelle de premier cycle
Coordonnateur aux affaires académiques de deuxième cycle	Maxime Desharnais	Termine un baccalauréat en mathématiques et compte commencer une maîtrise en économie en septembre.	Responsable aux affaires académiques de l'Association étudiante de mathématiques et statistiques
Coordonnateur aux affaires associatives	Francis Hogues	2e année de bac.en communication et politique	Coordonnateur aux affaires associativesde la FAÉCUM
Coordonnateur aux finances et services	Kevin Bellanger	Finit son bac. en sciences économiques	Président de l'Association des étudiants et étudiantes de sciences économiques
Coordonnateur à la vie de campus	Jean Grégoire	Étudiant en études cinématographiques	Conseiller à la vie étudiante de l'Association étudiante d'études cinématographiques
Coordonnateur à la recherche universitaire	David Paradis	En maîtrise de psychologie	Administrateur de la FAÉCUM et conseiller aux affaires externes de l'Association étudiante de psychologie

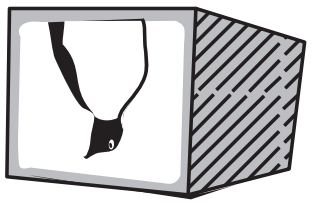
_QLvol14no13.qxd 3/13/07 8:52 PM Page 10



Rejoignez l'équipe de rédaction

Le mercredi 14 mars à 17 h
Le mercredi 28 mars à 17 h
Le mercredi 11 avril à 17 h

et participez à la réunion de production du journal.



maintenant
se faire carter
est une bonne affaire

La carte SPC℠ vous donne droit à des rabais†† exclusifs chez des centaines de détaillants partout au pays.

Passez nous voir ou appelez-nous
1 800 HRBLOCK

H&R BLOCK®

†Les résultats individuels varient. ††Offres valables du 1er août 2006 au 31 juillet 2007. *Pour être admissible, tout étudiant doit présenter soit (i) le formulaire T2202a attestant la fréquentation d'un établissement collégial ou universitaire à temps plein pendant 4 mois ou plus en 2006, ou (ii) une carte d'identité d'école secondaire valide. Cette offre prend fin le 31 juillet 2007. Offre valable aux bureaux H&R Block participants du Canada seulement. Valable seulement chez tous les marchands participants au Canada. Pour détenteur de carte seulement. Les offres peuvent varier et être sujettes à certaines restrictions. L'utilisation de la carte peut être limitée, lorsque jumelée à toute autre offre ou à tout autre programme de carte-rabais fidélité de tout marchand. La carte ne peut pas être utilisée lors d'achat de carte(s)-cadeau(x) ou de certificat(s).

_QLvol14no13.qxd 3/13/07 8:52 PM Page 11

Nouveau centre de recherche sur la biodiversité à l'UdeM

DES IDÉES QUI POUSSENT

Un nouveau centre de recherche sur la biodiversité accueillera les étudiants du Département de sciences biologiques de l'Université de Montréal. Les travaux devraient débuter à la fin de l'année prochaine.

Marie-Eve FAVRON
en collaboration avec Alexandra DURANCEAU

Imaginé par Anne Bruneau, professeure au département de sciences biologiques, le centre de recherche veillera à l'élaboration d'une plate-forme informatique sur la biodiversité, laquelle contiendra des données provenant de partout au Canada, grâce à la participation du Consortium des universités canadiennes sur la biodiversité. La professeure estime qu'une trentaine d'étudiants de cycles supérieurs pourraient effectuer des recherches au centre. Comme la plupart des cours de biologie végétale se donnent déjà à l'Institut de recherche en biologie végétale (IRBV), les étudiants de premier cycle auront probablement eux aussi des cours et des laboratoires au futur centre de recherche.

Construit sur le terrain du Jardin botanique de Montréal, au cœur des infrastructures de l'actuel IRBV, il sera équipé pour la recherche de pointe en biologie végétale. Surtout, le centre fournira des conditions plus adéquates à la préservation et à l'enrichissement des collections de plantes, d'insectes et de champignons de l'Université de Montréal et de la Ville de Montréal. *«Nous ne sommes pas certains que l'espace de conservation actuel, l'IRBV, soit adéquat pour la préservation à long terme des collections existantes. Malgré le nombre élevé de demandes, nous manquons d'espace pour l'entreposage de nouveaux spécimens»*, explique Anne Bruneau.

Le deuxième aspect du Consortium est une plateforme informatique, destinée aux chercheurs canadiens et internationaux comme au grand public. Elle servira à réunir et à diffuser des informations sur les nombreuses collections canadiennes. Selon Mme Bruneau, les premières données devraient être disponibles sur le site Internet dans environ un an. *«Le réseau évitera aux chercheurs de se déplacer pour examiner un spécimen»*, ajoute Mme Bruneau.

Les efforts du centre s'intègrent dans les objectifs généraux de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique. En effet, si rien n'est fait pour renverser la tendance, les scientifiques prédisent la disparition de 25 à 50 % des espèces d'ici à la fin du siècle. On ne connaît pourtant qu'un peu plus du vingtième de la biodiversité de la planète. D'où l'urgence de procéder à l'inventaire génétique et géographique des espèces vivantes. Mme Bruneau dit espérer *«que l'accès des étudiants et du grand public au réseau informatique encouragera les jeunes et les étudiants en biologie à réaliser des études en taxinomie»*.

Le Consortium est formé de spécialistes de 12 universités et de six jardins botaniques canadiens. Responsables de déposer sur la plate-forme informatique les connaissances provenant de leurs milieux respectifs, les membres du Consortium contribueront ainsi à la diffusion à l'échelle nationale des données sur la biodiversité.

Ces projets ont été rendus possibles grâce à des subventions octroyées à la Faculté des arts et des sciences par la Fondation canadienne pour l'innovation, par un fonds de recherche du Québec et par divers partenaires. Également, la collaboration avec la Ville de Montréal semble avoir été déterminante. Toutefois, si 19 millions de dollars ont été versés pour le nouveau projet, il reste encore 4,5 millions de dollars à trouver.

Tête chercheuse : Lael Parrott

UNE SCIENTIFIQUE MODÈLE

Les recherches que mènent Lael Parrott et ses étudiants du Laboratoire de systèmes complexes, au département de géographie de l'UdeM, sont encore anonymes mais pourraient bientôt avoir une résonance mondiale. L'enjeu : modéliser sur cent ans le visage de la biodiversité.

Propos reccueillis par Clément SABOURIN

Quartier Libre : En quoi consistent vos travaux ?

Lael Parrott : J'essaie de modéliser les écosystèmes pour comprendre leurs fonctionnements et leurs organisations.

PHOTO : CLÉMENT SABOURIN

Selon Lael Parrot, si l'on considère l'économie, on utilise plein d'indicateurs comme le PIB ou le taux de croissance… Pourtant, l'économie n'est pas plus prévisible que l'environnement !

Par exemple, on observe des cycles de population, des croissances et des déclins de groupes d'animaux. Ces cycles persistent dans le temps, ils s'imposent aux individus. Le meilleur exemple, c'est l'organisation des fourmis : aucune n'a décidé elle même d'emprunter tout un réseau de chemins; cela a émergé des interactions collectives. On cherche donc à expliquer les patrons globaux. Mais, à la différence des courants traditionnels, je modélise à une échelle plus fine pour trouver le mécanisme global.

Q.L. : Avez-vous introduit le facteur humain dans ces simulations?

L.P. : Pas explicitement. Je peux introduire les perturbations qui imitent l'activité humaine, comme introduire les coupes forestières ou changer la composition du sol en ajoutant des éléments chimiques… Il est ensuite possible d'anticiper la réaction de l'écosystème, ce qui constitue un de nos grands objectifs : une fois qu'on sait reproduire le fonctionnement d'un écosystème, on peut voir comment il change. En ce moment, je fais des scénarios sur des échelles de temps d'au moins cent ans. Il en ressort que, de façon générale, il y a toujours un seuil après lequel les écosystèmes s'effondrent, alors que les indicateurs ne semblaient pas bouger.

Q.L. : Comment ces résultats sont-ils utilisés?

L.P. : Remarquez que si l'on considère l'économie, on utilise plein d'indicateurs comme le PIB ou le taux de croissance… Pourtant, l'économie n'est pas plus prévisible que l'environnement ! En environnement, nous ne disposons d'aucun indicateur similaire. Nous devons donc en trouver pour détecter les petits changements passés inaperçus, afin de servir la prise de décision politique.

Q.L. : Avez-vous déjà identifié de tels indicateurs ?

L.P. : Oui, on commence, doucement. Par exemple, un de mes étudiants de thèse a analysé des clichés d'écosystèmes forestiers; il a photographié la végétation à différents endroits pendant plusieurs saisons. En analysant les petites variations de couleurs et en regardant la complexité structurelle de la photo, il a trouvé une corrélation entre la variation des couleurs de feuillages et le nombre d'espèces présentes. Il y a quelque chose dans la structure de la végétation qui indique le nombre d'espèces vivantes présentes.

Q.L. : Les décideurs politiques sont-ils sensibles à de telles découvertes?

L.P. : Certaines modélisations sont déjà appliquées à des problématiques telles que la création d'une zone de protection des mamifères marins à Tadoussac. Mais actuellement, on est encore à la fine pointe de la recherche, nos indicateurs n'ont pas encore été assez développés et testés pour avoir de l'impact.

_QLvol14no13.qxd 3/13/07 8:52 PM Page 12

fido

Un emploi qui accompagne bien les études !

Devenez

Conseiller, Service à la clientèle

et profitez d'avantages de choix :

- Poste permanent (20 à 27,5 heures OU 20 à 37,5 heures)
- Salaire compétitif de 14,48 $/h à 15,93 $/h
- Prime de soir (1 $ additionnel après 18 h)
- Excellent programme de bonification
- Accès à une vaste gamme d'avantages sociaux
- Jusqu'à 50 % de rabais sur les produits et services
- Remboursement d'abonnement à un centre de conditionnement physique
- Formation complète (temps partiel ou temps plein)

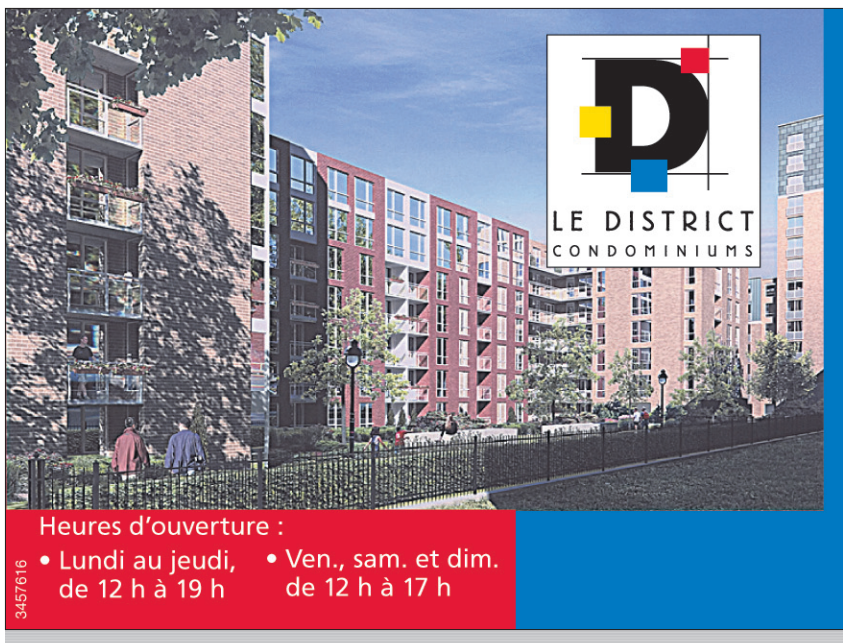
Pour en savoir plus :
www.fidorealite.ca

ZIRVAL DESIGN

info@zirval.com
infographie • mise en pages

Prochaines réunions de production du journal

Le mercredi 14 mars à 17 h
Le mercredi 28 mars à 17 h
Le mercredi 11 avril à 17 h



Heures d'ouverture :
- Lundi au jeudi, de 12 h à 19 h
- Ven., sam. et dim. de 12 h à 17 h

3457616

Promotion :

Plancher de bois inclus ou rabais de 3 000 $*

5 électroménagers inclus

* Si livraison avant le 1er avril 2007

VIVRE EN VILLE, À TOUS PRIX...

Visitez nos unités modèles.

Achetez, prenez votre clef et déménagez !

à partir de **139 200 $**

Financement disponible de 5,12% pour 5 ans

Tél. : 514-396-4600
98, rue Charlotte, Montréal
www.ledistrict.ca

_QLvol14no13.qxd 3/13/07 8:52 PM Page 13

PARTIS PETITS, GRANDES AMBITIONS

Si l'on en croit les récents sondages, de plus en plus d'électeurs s'intéressent aux programmes du Parti vert et de Québec Solidaire. Pourtant, ni Scott McKay, ni Françoise David, n'a pu participer au débat des chefs. *Quartier Libre* s'est entretenu avec eux.

Parti vert du Québec

SCOTT McKAY

Le chef du Parti vert du Québec dresse jusqu'à maintenant un bilan positif de sa première campagne électorale comme chef, estimant avoir réussi à y imposer les thèmes de l'environnement et du développement durable.

Propos recueillis par Marie-Michèle GIGUÈRE

Quartier Libre : En début de campagne, vous avez affirmé que l'un de vos objectifs principaux au cours de la campagne était de présenter un candidat dans chacune des 125 circonscriptions. Avez-vous atteint cet objectif ?

Scott McKay : Nous avons jusqu'à présent 116 candidats, ce qui constitue une nette amélioration par rapport à la dernière campagne, où le Parti vert n'en avait présenté que 36. Nous avons donc pratiquement atteint cet objectif.

Q. L. : Quel bilan dressez-vous de la première moitié de la campagne ?

S. M. : J'en dresse un bilan très positif, puisque je crois que nous sommes parvenus à imposer les thèmes verts environnementaux dans la campagne. En effet, aucun parti – sauf l'ADQ – ne nie les grands défis environnementaux auxquels nous devons faire face.

Q. L. : Les plus récents sondages ont amené plusieurs analystes a croire que l'hypothèse d'un gouvernement minoritaire – bien que cela ne se soit produit qu'une fois dans l'histoire de la province – soit plausible. Pour votre parti, est-ce que cela pourrait s'avérer avantageux ?

S. M. : Bien sûr : dans le cadre d'un gouvernement minoritaire, les préoccupations des tiers partis tendent à se faire entendre davantage. Mais au-delà de ça, je crois que ce que la présente campagne nous a montré, c'est que dans le fond, nous sommes tous verts.

Q. L. : La population connaît peu le programme des verts – outre son engagement envers l'environnement. Vous avez longuement traité, lors de votre dernier Congrès d'orientation, de la voie coopérative. De quoi s'agit-il ?

S. M. : Il s'agit de favoriser la prise en charge par la communauté locale des différents aspects de la qualité de vie des gens : production d'énergie renouvelable, coopérative forestière, coopérative de santé, afin d'offrir, notamment, des services plus globaux. Dans le cas d'une coopérative de santé – il en existe actuellement cinq au Québec – il s'agit de regrouper médecins, pharmaciens et travailleurs sociaux afin d'offrir des services plus globaux, et aussi, par exemple, de réduire la prescription de médicaments. En fait, ces coopératives constituent des réponses au modèle mercantile de la santé et aux complexes médicaux où l'on devient des clients.

Q. L. : Vous affirmez avoir un programme complet : quelle est votre position sur le financement de l'éducation post-secondaire ?

S. M. : Dans notre modèle, nous estimons qu'il y a deux éléments centraux qui transcendent tous les autres : l'éducation et la démocratie. Pour relever l'immense défi de la prochaine génération, pour mener le Québec vers un Québec plus vert, l'éducation sera un élément central. On souhaite que le gouvernement investisse en éducation, puisqu'une réforme verte nous amènera certainement à repenser le marché de l'emploi. Un certain reclassement sera nécessaire : on va perdre des emplois dans certains secteurs, en gagner dans d'autres... Mais il faut être prêt pour cela : innover et valoriser davantage l'éducation.

Q. L. : Et dans l'actuel débat sur le frais de scolarité, où vous situez-vous ?

S. M. : Gel, dégel : on aimerait pouvoir transcender ce débat-là, revoir les modes de financement. Pour l'instant, toutefois, les membres du Parti vert du Québec ont adopté une proposition, au dernier congrès, sur une mesure de transition. Nous serions prêts à accepter une indexation des frais de scolarité si les programmes d'aide aux étudiants étaient eux aussi indexés. Mais je fais attention avec ça : ce n'est pas une panacée, c'est un peu une solution temporaire. À long terme, on ne pourrait pas se satisfaire de ça.

Québec Solidaire

FRANÇOISE DAVID

Françoise David, l'une des porte-parole de Québec Solidaire, se dit satisfaite de la campagne que mène son parti jusqu'à présent, une campagne qu'elle juge positive et axée sur le contenu. Surtout, elle estime que son parti a rapidement réussi à établir sa crédibilité.

Propos recueillis par Marie-Michèle GIGUÈRE

Quartier Libre : Quel bilan faites-vous de la première moitié de votre campagne ?

Françoise David : Je suis assez fière de notre campagne. Nous présentons 123 candidats : 64 femmes et 59 hommes, ce qui constitue une première historique au Québec. Ensuite, depuis le début, on fait une campagne très positive : on défend nos convictions, on évite les injures et l'agressivité; bref : on essaie d'apporter du contenu. C'est sûr que, puisque l'on n'est pas l'un des trois grands partis, on n'a pas la même couverture que les trois partis que l'on connaît. Certains nous disent qu'ils aimeraient nous voir davantage. Compte tenu de nos moyens relativement modestes et du fait que nous sommes les derniers arrivés, je suis contente qu'un nombre grandissant de gens nous connaissent.

Q. L. : Est-ce qu'un gouvernement minoritaire pourrait s'avérer avantageux pour votre parti ?

F. D. : Je ne suis pas tout à fait certaine que ce soit plus avantageux pour nous. Il y a un gouvernement minoritaire à Ottawa et ça ne l'empêche pas de mettre en place des politiques toujours plus à droite. Indépendamment de ce qui arrivera le 26 mars, on va continuer à défendre nos idées. Bien sûr, un gouvernement minoritaire pourrait être intéressant, parce qu'il peut y avoir plus de débats, mais cela reste à voir.

Q. L. : Et quels sont, précisément, les idées que vous défendrez, indépendamment de la constitution du prochain gouvernement ?

F. D. : Une politique énergétique vraiment verte, un développement économique des régions dans le respect de l'environnement, un plus grand partage de la richesse. La lutte aux inégalités et à la pauvreté est aussi essentielle, de même qu'un meilleur soutien aux familles.

Q. L. : Quelle est votre position sur le financement de l'éducation post-secondaire ?

F. D. : Notre position, c'est qu'il faut abolir progressivement les frais de scolarité et ainsi permettre à tous les jeunes d'être égaux lorsqu'ils entrent à l'université. Un jeune issu de milieu modeste va s'endetter beaucoup plus lourdement que celui qui vient d'un milieu plus aisé. La gratuité scolaire et, progressivement, un réinvestissement de l'État, c'est une manière de rendre les gens plus égaux. La façon de financer tout ça, c'est par l'augmentation de la taxation des entreprises et des contribuables les plus fortunés.

Q. L. : Comment percevez-vous le fait d'avoir été écartés – Scott McKay et vous – du débat des chefs ?

F. D. : C'est très anti-démocratique, d'autant plus qu'il y avait une demande populaire en faveur de notre présence au débat. En effet, un site internet avait été ouvert pour demander la participation du Parti vert et de notre parti. En une semaine, 25 000 personnes y ont apposé leur signature. Pourtant, malgré ces 25 000 personnes, les télédiffuseurs ont refusé. Bien sûr, les autres partis ne font rien pour aider, mais vraiment, cette décision relève des télédiffuseurs.

Q. L. : Au-delà du scrutin, comment entrevoyez-vous l'avenir de votre parti, qui en est à sa première campagne électorale ?

F. D. : On va se battre très fort pour changer le mode de scrutin. Nous militons pour un mode de scrutin proportionnel mixte. Plus que tout, je pense qu'à la fin de cette campagne, que nous réussissions à faire élire quelques députés ou pas, notre parti aura acquis beaucoup de crédibilité. Pour un parti qui en est à sa première campagne, je crois que c'est tout à fait honorable.

_QLvol14no13.qxd 3/13/07 8:52 PM Page 14

Défense nationale National Defence

Les options font toute la différence

Peu importe la nature de vos études universitaires, vous pouvez bénéficier d'une carrière différente dans les Forces canadiennes.

- **Ingénieurs**
- **Physiothérapeutes**
- **Travailleurs sociaux/ travailleuses sociales**
- **Pilotes**
- **Médecins**
- **Infirmiers/infirmières**
- **Pharmaciens/ pharmaciennes**
- **Officiers de marine**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec nous dès aujourd'hui.

Options make all the difference

No matter what your university education, you can enjoy a career with a difference in the Canadian Forces.

- **Engineers**
- **Physiotherapists**
- **Social Workers**
- **Pilots**
- **Doctors**
- **Nurses**
- **Pharmacists**
- **Naval Officers**

To learn more, contact us today.

Combattez avec les Forces canadiennes
Fight with the Canadian Forces

www.forces.ca
1-800-856-8488

Canada

_QLvol14no13.qxd 3/13/07 8:52 PM Page 15

Les défis du plus jeune État au monde

TIMOR DÉSORIENTÉ

À l'approche des élections présidentielles au Timor oriental, la révolte d'un ancien soldat, Alfredo Reinado, affaiblit considérablement cette jeune démocratie. D'autant plus que l'actuel président, Xanana Gusmão, a annoncé qu'il ne briguerait pas un second mandat.

Alexandra HERPIN

Selon toute vraisemblance, le président Xanana Gusmão, adulé pour son passé de combattant anti-indonésien, voudrait laisser sa place à l'actuel premier ministre, Jose Ramos-Horta. Ce lauréat du prix Nobel de la paix (1996) et actuel premier ministre a fait savoir que si aucun candidat ne se présentait aux élections, il poserait sa candidature. Il est vrai que le milieu politique timorais est restreint, non seulement parce que c'est un petit pays – environ un million d'habitants – mais aussi parce que *«l'élite politique est limitée. Une partie d'entre elle s'est compromise au temps de l'Indonésie. Certaines figures sont compétentes, mais elles sont entachées. De plus, beaucoup des fondateurs du Front révolutionnaire pour l'indépendance du Timor-Oriental sont aujourd'hui décédés»,* explique Frédéric Durant, enseignant chercheur à l'Université de Toulouse. Ysabel Viau, auteure de *Chroniques du Timor,* abonde en ce sens : *«À part Jose Ramos-Horta et Mari Alkatiri* [l'ancien premier ministre, qui a démissionné dans la foulée des récents événements]*, il n'y a pas beaucoup de personnalités capables de prendre la tête du pays»,* croit-elle.

PHOTO: YSABEL VIAU

La capitale du Timor oriental, Dili, est le théâtre de dissidences.

NATION AU BORD DE LA CRISE

Ce manque de mobilisation s'inscrit dans un contexte où le pays est au bord de la crise : déjà, en juin 2006, Mari Alkatiri, premier ministre depuis la proclamation de l'indépendance, a dû démissionner, *«rendu impopulaire par sa gestion maladroite des mécontentements, notamment au sein des forces armées»*. En effet, certains soldats, originaires de la province d'Oecussi-Ambeno, se plaignaient de discrimination de la part de la majorité issue de la partie orientale. À la fin du mois d'avril dernier, la crise a dégénéré lorsque des déserteurs, appuyés par des chômeurs, ont manifesté dans les rues de Dili, la capitale. *«Des rumeurs importantes affirmaient également que Mari Alkatiri et son ministre de l'intérieur, Rogerio Lobato, avaient armé des partisans en vue d'une confrontation. M. Alkatiri a depuis été blanchi, mais M. Lobato risque une peine de prison»,* affirme M. Durant. *«À la fin de l'année 2006,* ajoute le chercheur français*, la situation s'était un peu calmée. Mais le major Alfredo Reinado* [qui avait été arrêté et incarcéré dans l'intervalle] *s'est évadé de prison et a repris les armes. L'armée australienne a récemment essayé de le capturer dans la région de Same, au Sud, mais elle a échoué, tuant dans l'opération quatre de ses compagnons.»*

QUELQUES REPÈRES HISTORIQUES

Au XVIe siècle, les Portugais découvrent le Timor et en occupent la partie orientale. L'occupation du Timor durera quatre siècles. En 1974, le Portugal se désengage de ses possessions coloniales et le 7 décembre 1975, l'Indonésie envahit le Timor oriental. Cette annexion n'est pas reconnue par les Nations Unies. Le 30 août 1999, 78,5% des Timorais se sont prononcés en faveur de l'indépendance.

À Dili, explique Ysabel Viau, *«des propriétés ont été brûlées et il y a pas mal de grabuge : des activités délinquantes des gangs, des attaques à coup de pierres, etc. Certaines ONG ont commencé à évacuer des expatriés»*. Selon Frédéric Durant, *«le conflit ouvert entre le gouvernement et Reinado pourrait cristalliser des mécontentements et être instrumentalisé, particulièrement en cette période pré-électorale»*.

ASSURER LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE DU PAYS

L'occupation indonésienne (1975-1999) a été désastreuse pour le pays : près de 70% des infrastructures avaient alors été détruites par les troupes indonésiennes et leurs milices. Depuis, le pays est toujours en phase de reconstruction. Raymonde Folco, députée libérale canadienne envoyée en mission pour surveiller le bon déroulement du référendum de 1999, se souvient : *«Le lendemain de l'élection, des bandes de guérilla se promenaient à travers la ville, pillaient et saccageaient les huttes des habitants. Une violence extrême régnait alors dans le pays.»*

À la suite du référendum, *«les Timorais ont fantasmé l'indépendance en imaginant qu'elle serait synonyme de richesse pour tous, de confort et de développement économique»,* reconnaît Frédéric Durant. Le futur président devra donc régler ces frustrations, d'autant plus qu'une grande partie des Timorais vit dans la misère et la pauvreté. Peter Foggin, professeur titulaire de géographie, rappelle que *«près de 75% de la population n'a pas d'emploi. Les Timorais subsistent comme ils le peuvent, alors qu'il existe beaucoup ressources dans le pays»*. De grands espoirs sont en effet placés dans l'exploitation des gisements gaziers en mer du Timor, *«mais encore faut-il bien répartir les fruits des dividendes»,* souligne Madame Viau.

À cette situation s'ajoute le fait que ces derniers temps, *«les habitants des districts ont subi une grande sécheresse. Pour survivre,* explique Ysabel Viau*, ils se sont retirés dans des camps de réfugiés à Dili. Et comme si l'augmentation de la pauvreté ne suffisait pas, des gangs de rues sèment la terreur dans la capitale»*.

Dans un pays aussi fragile que le Timor oriental, l'armée en colère constitue un réel danger de guerre civile, surtout si elle obtient l'appui de la population. Un soulèvement armé juste avant la tenue des premières élections présidentielles serait sans doute fatal pour ce jeune État.

_QLvol14no13.qxd 3/13/07 8:52 PM Page 16

Musulmans chinois

LIBERTÉS COERCITIVES

Depuis plus de quarante ans, les Ouïgours subissent une répression violente de la part du gouvernement chinois. Cette population du Nord-Ouest de la Chine se bat pour son indépendance et pour la décriminalisation de sa religion, l'Islam.

Geneviève GAGNÉ

Depuis l'occupation de la Chine en 1949, la population de la province du Xinjiang – que les Ouïgours appellent Turkestan de l'Est – n'a pas eu de répit. La population a tenté en vain d'accéder à l'indépendance dans l'espoir de pouvoir enfin pratiquer librement sa religion. Même si leurs manifestations ont été maintes fois réprimées par le gouvernement chinois, les activités politiques clandestines se succèdent encore. Kayum Masimov, coordonnateur à l'Association canadienne Ouïgour, soutient les efforts de son peuple pour accéder à l'indépendance. Il estime que *«l'indépendance est la seule solution pour contrer la menace d'extinction de* [sa] *nation»* et souhaite *«trouver une solution pacifique qui bénéficiera tant à la Chine qu'à notre nation».*

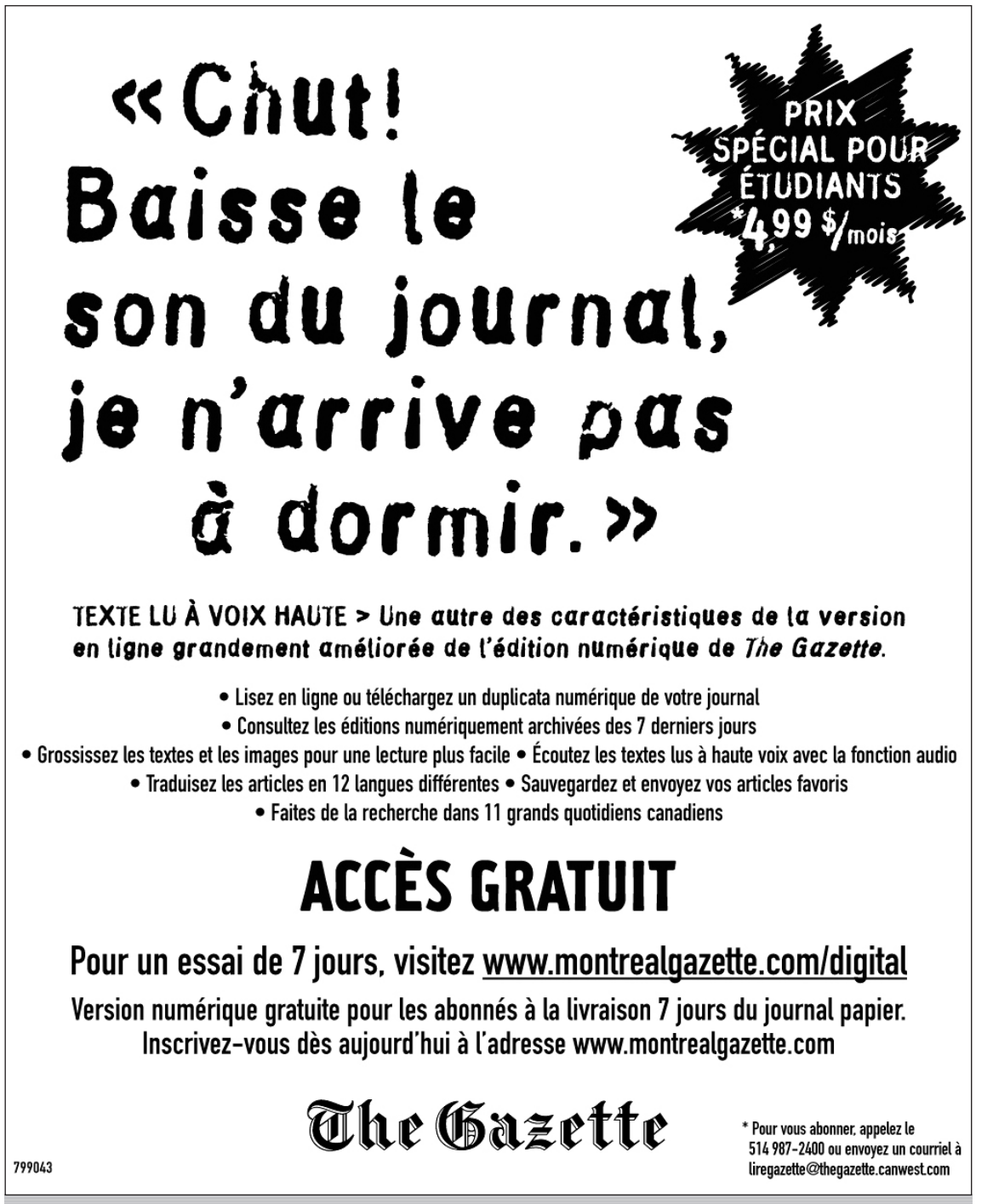
L'ISLAM, UN CRIME

Depuis ces dernières années, les autorités chinoises tentent, tant par le biais de documents ou de décrets, de bannir tout culte musulman. Plusieurs mosquées dites non reconnues sont fermées et des imams sont arrêtés ou remplacés par d'autres qui démontreraient une plus grande loyauté envers le régime chinois. En 2004, ces mesures s'intensifient. Selon un rapport d'Amnistie internationale de 2005 : *«Les arrestations de présumés séparatistes, terroristes et extrémistes religieux se sont poursuivies et des milliers de prisonniers politiques, notamment des prisonniers d'opinion, restent incarcérés.»* Le document ajoute que *«parmi les personnes inculpées d'activités «séparatistes» ou «terroristes», beaucoup auraient été condamnées à mort puis exécutées».*

De son côté, le gouvernement chinois affirme vouloir lutter contre le terrorisme qui sévit dans la province, montrant du doigt certains soulèvements violents. Selon David Ownby, professeur d'histoire de la Chine au Centre d'études d'Asie de l'Est à l'Université de Montréal, il s'agit d'opportunisme de la part du gouvernement chinois : *«La répression remonte plus loin que la lutte contre le terrorisme : la Chine essaie de se mettre du bon côté de l'axe du mal en collant l'étiquette anti-terroriste à sa politique dans la région.»* Le gouvernement appuie entre autre la décision des États-Unis d'ajouter les forces terroristes du Turkestan oriental sur sa liste de groupes terroristes. D'autre part, les États-Unis condamnent toujours la répression qu'exerce la Chine sur la population ouïgoure. Fred Bild, professeur de politique étrangère de la Chine et du Japon à l'Université de Montréal et ambassadeur du Canada en Chine de 1990 à 1995, précise que *«les États-Unis ont lancé une guerre contre le terrorisme et celle-ci s'accorde bien avec ce que le gouvernement chinois fait dans la province du Xinjiang : le gouvernement chinois y voit une opportunité d'avertir les États-Unis de ne pas se mêler de la façon dont elle gère ses terroristes».*

AUTONOMIE DÉPENDANTE

Tout comme le Tibet, la province du Xinjiang est autonome. Une autonomie qui, selon l'Agence de presse Xinhua, n'est présente qu'en théorie. Si d'une part, les Ouïgours gardent espoir de jouir un jour de l'indépendance de leur province, certains, comme M. Ownby, demeurent sceptiques. Selon lui, *«l'indépendance n'est pas pour bientôt. […] Pour des raisons stratégiques et politiques, la Chine ne cédera pas aux revendications du peuple ouïgour, car le Tibet en profiterait pour revendiquer la même chose.»* De son côté, Fred Bild demeure optimiste : *«Tout va dépendre de l'avenir de la Chine. Si, par exemple, le régime change pour une fédération, l'indépendance pourrait être envisageable. Mais ce n'est pas sous le régime actuel que l'on verra la province du Xinjiang indépendante.»*



_QLvol14no13.qxd 3/13/07 8:52 PM Page 17

Carnets d'Argentine

SE SOUVENIR POUR MIEUX GUÉRIR

Les Argentins de 25 ans ont, dans leurs têtes, les images de la crise économique de 2001. Mais ils sont trop jeunes pour se souvenir de la guerre des Malouines et de la dictature; ces images-là, elles sont dans la tête de leurs parents. L'Argentine tente, tant bien que mal, de se réconcilier avec son passé. Et chaque petit pas compte.

Marie-Odile MARCOUX-FORTIER

Il neige sur Buenos Aires. Nous sommes le jeudi 29 décembre, il fait 35°C et il neige. Des flocons carrés qui tombent en plein centre-ville. Des flocons à perte de vue, et les passants ne s'en formalisent pas. Aujourd'hui, c'est le début des grandes vacances et du haut des immeubles, les travailleurs qui ont découpé tout le papier accumulé durant l'année en inondent les rues ; un épais tapis blanc se forme sur le sol. À quelques rues de là, la Plaza de mayo, célèbre pour avoir accueilli les grandes manifestations lors de la crise économique de 2001. C'est aussi en ce lieu que se réunissent les *madres de la Plaza de mayo* pour demander que justice soit faite pour leurs enfants disparus durant la dictature de 1976 à 1983. Chaque jeudi, à 15h30, elles y marchent en silence. Et ce jeudi festif qui voit venir le Jour de l'an et les vacances ne fait pas exception.

MÉMOIRES ET RÉCONCILIATIONS

Pendant la dictature, de 1976 à 1983, environ 30 000 personnes ont disparu en Argentine. Cette période est aujourd'hui connue sous le nom de «guerre sale». Le dictateur Jorge Rafael Videla avait instauré un «processus de réorganisation nationale», baptisé *El processo*. C'est à ce moment que disparurent les fils des *madres de la Plaza de mayo*, arrêtés, torturés ou tués parce qu'ils figuraient sur la liste des présumés «gauchistes».

PHOTOS : MARIE-MICHÈLE GIGUÈRE

La Plaza de mayo, à Buenos Aires.

L'Argentine a fait un bout de chemin vers la réconciliation avec l'annonce, le 6 février dernier, de la signature à l'ONU de la Convention internationale contre les disparitions forcées. Les *madres de la Plaza de mayo,* devenues un groupe de pression important en Argentine, militaient depuis plusieurs années pour l'obtenir.

•••

Les montagnes du nord-ouest andin en Argentine sont magnifiques. Entre Salta, capitale de la province du même nom et Cachi, petit village perché à flanc de montagnes, c'est la route qui vaut le détour. En approchant du *parque de los cardonneros* (le parc des cactus), il y a, près du chemin, une maison assez modeste. «*L'homme qui vit ici a participé à la guerre des Malouines. À son retour, il n'était plus capable de vivre dans la société; il s'est réfugié ici*», explique le guide. Aussi appelé guerre des Îles Falkland, ce conflit a opposé l'Argentine à l'Angleterre au début des années 1980. Pour reprendre aux Britanniques la possession de ces îles situées au sud de l'Argentine, le pays y a déployé ses troupes. Il n'a fallu que 74 jours aux Argentins pour perdre la guerre des Malouines. Vingt-cinq ans plus tard, son souvenir plane encore.

•••

La crise économique de 2001 est encore très présente dans la mémoire collective des Argentins, puisque ses effets se font encore sentir. Les tenants et aboutissants de cette crise sont complexes, mais Carlos Menem, président jusqu'en 1999, fut accusé par plusieurs d'avoir profité de la situation pour s'enrichir. Depuis 2003, Nestor Kirchner est à la barre du pays. Des élections sont prévues en Argentine pour octobre 2007 ; parmi les candidats potentiels : Carlos Menem. Les résultats de l'élection en diront long sur l'état de la mémoire et de la réconciliation des Argentins.

«Un siècle sans politiciens», c'est le souhait que formulaient certains manifestants lors de la crise économique de 2001.

lagrandeviree.ca

Un rallye sur un campus virtuel. Et une vraie Mazda3 à gagner. Inscris-toi !

_QLvol14no13.qxd 3/13/07 8:52 PM Page 18

L'Iran offre à la Russie de former un cartel du gaz

GAZ ET PAIX

La Russie se fait courtiser. L'Iran lui a offert, le 28 janvier dernier, de former une alliance afin de régir la distribution du gaz et d'en fixer ensemble le prix. Le président russe, Vladimir Poutine, a déclaré publiquement qu'il trouvait l'offre *«intéressante»*. Depuis, Moscou évalue la meilleure façon d'utiliser cette proposition pour mieux se positionner sur l'échiquier politique mondial.

Stéphanie MARIN

La politique et la diplomatie semblent plus que jamais conditionnées par les ressources énergétiques. Le gaz ne fait pas exception. Une alliance entre Moscou et Téhéran ne serait pas anodine puisque la Russie possède les réserves de gaz les plus importantes au monde. L'Iran la suit de près. En fait, combinées, leurs réserves gazières atteignent 43% des ressources mondiales.

L'idée de former une sorte «d'OPEP du gaz» entre principaux producteurs n'est pas nouvelle. Évoquée à quelques reprises au cours des dernières années, elle a refait surface en ce début d'année 2007. Selon Najib Lairini, qui enseigne les relations internationales à l'Université de Montréal, l'Iran a choisi ce moment car elle est actuellement sous les projecteurs en raison de son programme d'enrichissement d'uranium : elle souhaite ainsi détourner l'attention de ses efforts nucléaires.

Ce n'est pas tant le gaz qui est en jeu ici mais plutôt les relations internationales qui passent dorénavant par le chemin obligé des gazoducs...

INQUIÉTUDES

Ce un projet d'alliance n'est pas sans inquiéter l'Europe, qui obtient le quart de son gaz du géant russe. En effet, alors qu'elle cherchait à diversifier ses importations en se tournant notamment vers l'Iran, cette alliance potentielle risque de canaliser les ressources iraniennes vers l'Est. La situation n'est pas pour déplaire à la Russie : en évitant la compétition sur le marché, elle verra son pouvoir sur l'Europe renforcé. Les craintes européennes ne sont pas entièrement justifiées, croit Claude Comtois, professeur de géopolitique au département de géographie de l'Université de Montréal : il estime que *«l'Europe n'a pas à s'inquiéter pour ses approvisionnements de gaz, mais plutôt pour ses coûts! Moscou, consciente de sa position privilégiée, va poser ses conditions et surtout dicter les prix. Cela va modifier les orientations politiques de l'Europe»*.

L'IRAN VOIT PLUS GRAND

Au-delà de la création d'un cartel gazier, Téhéran cherche à affirmer ses positions politiques. Le leader spirituel iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a affirmé sans équivoque à l'intention de la Russie : *«Nos pays peuvent devenir des partenaires complémentaires dans les domaines de la politique, de l'économie ainsi que dans le règlement des problèmes régionaux et internationaux.»* Pour Houchang Hassan-Yari, professeur de relations internationales à l'Université Queens et spécialiste de l'Iran, Téhéran ne cache pas ses intentions de former une coalition anti-américaine. Selon lui, *«l'Iran fait face à d'énormes pressions pour désarmer et cesser son programme militaire nucléaire; elle a donc tout intérêt à avoir un ami* [la Russie] *au Conseil de sécurité de l'ONU pour éviter des sanctions à son égard»*. Claude Comtois estime que le positionnement stratégique de l'Iran vis-à-vis de la Russie s'explique aussi par le fait que *«l'Iran essaie de former le plus d'alliances possibles car elle a l'ambition de devenir un acteur important de la scène politique régionale et jouer un rôle de leader au Moyen-Orient»*.

LA RUSSIE VOIT GRAND

Pour la Russie, l'offre de Téhéran, déguisée en contrat commercial, lui fait surtout miroiter des avantages politiques sur la scène internationale. Selon Najib Lairini, Moscou est intéressée par cette offre car elle s'oppose à un monde unipolaire : *«Il s'agit d'un bras de fer entre la Russie et les États-Unis : ces derniers veulent continuer à faire cavalier seul pour régir les relations internationales, mais ne pourront plus le faire avec une Russie plus puissante. La situation plaît aussi à l'Europe et au monde arabe, puisqu'ils privilégient un monde multipolaire, plus équilibré.»*

Tout cela survient au moment où la Russie souhaite restaurer son leadership et, pour ce faire, prépare soigneusement ses alliances et ses portes d'entrées sur la scène politique internationale. Une alliance avec l'Iran sera une corde de plus à son arc.

RÉSERVES MONDIALES DE GAZ

1. RUSSIE	27.5%
2. IRAN	15.9%
3. QATAR	14.9%
4. ARABIE SAOUDITE	3.8%
5. ÉMIRATS ARABES UNIS	3.5%
6. ÉTATS-UNIS	3.1%
...	
19. CANADA	0.9%

Source : *Energy Information Administration, 2006*
Official Energy Statistics from the United States Governement

MIDI-CONFÉRENCES SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
Du 19 au 22 mars
À 11h45, au C-4141
P. Lionel-Groulx, UdeM

L'université en mouvement
Yves Gingras, Histoire, CIRST-UQAM
Lundi 19 mars (11h45)
C-4141 Pavillon Lionel-Groulx

De la biologie moléculaire aux biotechnologies
Le management d'une entreprise académique
Pierre Milot, Polytechnique et CIRST-UQAM
Mardi 20 mars (11h45)
C-4141 Pavillon Lionel-Groulx

Financement de l'enseignement supérieur et gestion des finances universitaires
Samir Saul, SGPUM, Histoire, Université de Montréal
Mercredi 21 mars (11h45)
C-4141 Pavillon Lionel-Groulx

Crise du politique et naufrage de l'éducation
Éric Martin, Science politique, UQAM
Jeudi 22 mars (11h45)
C-4141 Pavillon Lionel-Groulx

L'objectif
Dresser un état des lieux de l'enseignement supérieur en faisant varier les angles d'approche : historique, socio-politique, philosophique, syndical. Il s'agira ainsi de saisir les grands mouvements internationaux et locaux qui travaillent actuellement l'université. L'université, dérive ou naufrage?

Une présentation de la CALESH
Les désirs de justice, de démocratie et de représentativité sont au coeur du projet de la Coalition des associations étudiantes de lettres et sciences humaines. Elle vise à une plus grande implication étudiante et à une participation plus ouverte au sein de l'Université de Montréal.

ICI
http://calesh.homeip.net/conferences.html
AILLEURS AUPARAVANT

Brèves

SURPRENANT

Le 28 février dernier, alors que le quotidien *24 heures* plaçait le premier ministre Jean Charest en une, *La Presse* accordait la photo principale au couple Angelina Jolie et Brad Pitt, pour annoncer leur présence prochaine à Montréal, pour participer à la conférence Promesse du millénaire qui se tiendra à l'automne.

INTOXIQUANT

Le gouvernement chinois a mis sur pied un programme d'aide pour les jeunes souffrant de dépendance à internet. Dans le cadre de cette campagne, il finance huit cliniques de «désintoxication». Pourtant, on apprenait, dans les pages du *Washington Post*, que la majorité des jeunes (entre 12 et 24 ans pour la plupart) n'y séjournaient pas de leur propre gré.

Sources : *Courrier international et Washington Post*

EXCITANT

Si les publicitaires ont longtemps cru que le sexe faisait vendre, un récente étude britannique, menée par deux chercheurs du département e psychologie de l'University College de Londres, semble maintenant démontrer le contraire.

En effet, les publicités insérées dans des émissions comportant des scènes osées retirent moins l'attention des téléspectateurs. Les participants à cette étude n'étaient pourtant pas contraints de regarder des films érotiques, mais bien un épisode de la série *Sex and the City*.

Sources : *Libération*

INQUIÉTANT

On apprenait récemment que l'armée turque «fiche» les journalistes, c'est-à-dire qu'elle spécifie le «niveau de confiance» qu'elle peut accorder à chacun d'entre eux à l'aune des dépêches, articles ou éditoriaux qu'il a rédigé. Selon *Milliyet*, cette évaluation influencerait sciemment l'attribution des accréditations de presse aux journalistes. La nouvelle a évidemment provoqué un tollé en Turquie.

Sources : *Courrier international* et *Milliyet*

_QLvol14no13.qxd 3/13/07 8:52 PM Page 19

Élections présidentielles russes en 2008

L'APRÈS POUTINE

Le 2 mars 2008 se tiendront les élections présidentielles russes. Vladimir Poutine, élu en 2000 et en 2004, ne pourra pas se représenter. La Constitution lui interdit de briguer plus de deux mandats consécutifs. Âgé de seulement 54 ans, il entend toutefois maintenir son influence après son départ. En commençant par désigner lui-même son successeur.

Thomas GERBET

«*Après Poutine, ce sera encore du Poutine»,* prédit Jacques Lévesque, politologue québécois spécialiste de la Russie. Les deux successeurs les plus en vue sont en effet de très proches collaborateurs du président et ce, depuis de longues années. Dimitri Medvedev, un juriste de 41 ans, travaillait déjà comme adjoint de Poutine quand celui-ci était vice-maire de Saint-Pétersbourg, dans les années 1990. Quant à Sergueï Ivanov, 54 ans, il a fait toute sa carrière dans les services secrets russes, tout comme Poutine.

RÉÉQUILIBRER LES PRÉTENDANTS

Le 15 février dernier, le président russe nommait Ivanov, alors ministre de la Défense, premier vice-premier ministre. Un titre déjà attribué à Medvedev en novembre 2005. Ce rééquilibrage des forces en présence n'est pas anodin, croit Igor Bunin, un analyste politique cité dans le *Moscow Times* : *«Ce n'est pas dans l'intérêt de Poutine de voir l'un ou l'autre de ses successeurs trop émerger avant la fin de son mandat.»* Dimitri Medvedev avait en effet pris une longueur d'avance dans la course à la succession, notamment après son passage remarqué au Forum économique de Davos, en janvier dernier. Sa popularité grandissante en tant que président du géant Gazprom – mais aussi en tant que chargé de la très médiatisée réforme sociale – l'a fait décoller dans les sondages.

En plaçant Sergueï Ivanov au même niveau que son concurrent, Poutine lui offre une chance de combler son retard, notamment médiatique, en lui accordant plus de visibilité. Ivanov a d'ailleurs eu droit lui aussi à «son Davos» puisque, le 10 février, il a accompagné le président russe à la Conférence de Munich, surnommée *«le Davos de la sécurité»*. Il a eu l'occasion de commenter devant les caméras les propos de son président, très critique vis-à-vis des États-Unis.

ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

DEUX CLANS, DEUX VISIONS DE LA RUSSIE

Dorénavant, tous deux premiers vice-premiers ministres, Medvedev et Ivanov incarnent deux parcours diamétralement opposés de la Russie. *«Chacun représente une des facettes de Poutine»,* note Yves Bourdillon, journaliste au service international des *Échos.* Le clan de Medvedev et ses partisans, tout comme celui d'Ivanov, souhaite un renforcement de l'influence russe. Cependant, si les premiers misent plus sur le développement de l'économie privée, les seconds croient davantage en l'utilisation de la force de l'État. Medvedev est présenté comme un libéral et passe pour un modéré. Partisan d'une intervention moindre de l'État dans l'économie, il est plus ouvert à l'Occident que son concurrent. Sergueï Ivanov est de la même génération que Poutine et a fait la même carrière que lui dans le KGB. Il est souvent qualifié de «clone» de Poutine, la ressemblance entre les deux hommes étant même physique. Il fait partie de la ligne dure du Kremlin, les *«siloviki»* («hommes de la sécurité»), et entend défendre l'idée d'un État fort, très présent dans l'économie.

UN RETOUR DE POUTINE EN 2012 ?

Pour plusieurs analystes, il est possible que Poutine se présente à nouveau aux présidentielles de 2012. En effet, la Constitution l'autorise à briguer autant de mandats qu'il le souhaite, tant qu'il n'en accumule pas trois consécutivement. En attendant 2012, Poutine doit donc se trouver une occupation. De nombreuses hypothèses circulent sur la stratégie qu'il adoptera pour conserver de l'influence sans être à la tête du Kremlin. Poutine pourrait se faire nommer premier ministre par son successeur. Il pourrait aussi devenir patron de Gazprom. À la tête de cet *«État dans l'État»*, *«il serait alors le maître du jeu»,* explique Jacques Lévesque. Gazprom est en effet un géant gazier, pétrolier, bancaire, médiatique… qui apporte plus du tiers des revenus de l'État russe.

Pour Yves Bourdillon, tout est encore possible et *«Poutine peut encore troubler le jeu en sortant un inconnu de son chapeau».* Ce qui est certain, pour lui, c'est que *«le candidat sera de l'équipe au pouvoir, pas de l'opposition».* Les sondages en vue des élections législatives de décembre prochain annoncent le parti au pouvoir [Russie Unie] à près de 47% des intentions de vote. Les autres partis, dont le parti communiste, sont relégués sous la barre des 7%. Semblant sûr de la victoire des siens, Poutine a même indiqué qu'il pourrait y avoir plusieurs candidats issus de son entourage. Une solution qui lui éviterait de se prononcer pour l'un ou l'autre des camps.

Série du siècle

FANTAISIE POST-SOVIÉTIQUE

Vladislav Tretiak, président de la Fédération russe de hockey et gardien de but pendant la série du siècle, déclarait récemment qu'il serait intéressant de faire une autre série de huit matchs opposant les joueurs russes aux hockeyeurs canadiens, et ce, 35 ans après celle de 1972.

Jean-Claude PAQUET

L'idée n'a pas semblé susciter l'enthousiasme chez les amateurs. Selon Simon Richard, auteur du livre *La série du siècle*, *«une série opposant seulement les Russes et les Canadiens aurait encore moins d'intérêt que la coupe du monde actuelle»*. Pour lui, *«elle n'aurait pas le même impact que celle de 1972. À l'époque, il y avait la guerre froide et les joueurs russes étaient méconnus et suscitaient le mystère»*, se rappelle-t-il. Il souligne aussi l'aspect politique de cet enjeu mondial où deux philosophies se confrontaient. D'un côté, des joueurs professionnels issus d'un milieu capitaliste et de l'autre, des joueurs amateurs issus de l'Armée rouge et d'un système communiste. D'un côté, des joueurs peu entraînés, peu imaginatifs et individualistes, de l'autre, des athlètes surentraînés au conditionnement physique, qui prônaient un travail collectif à l'image de leur régime.

Économiquement, en 1972, ce fut très rentable. Par exemple, des centaines de foyers canadiens se sont mis à l'ère de la télévision en couleur. *«Beaucoup de gens m'ont dit qu'ils ont eu la télé en couleur à cause de la série du siècle. Les journaux du pays en faisaient sans arrêt la publicité dans leurs pages sportives»*, explique monsieur Richard.

35 ANS PLUS TARD, L'INTÉRÊT N'EST PLUS

Claude Montmarquette, professeur d'économie à l'Université de Montréal, ajoute que, de nos jours, l'enjeu d'une telle série n'est plus qu'économique : il s'agit bien d'une question d'affaires. *«Pour les raisons politiques actuelles, l'internationalisation de la LNH et les coupes du monde, je doute que le public soit intéressé.»*

Simon Richard estime toutefois que si l'objectif est d'honorer la série du siècle de 1972, ce ne serait pas sans intérêt. *«Si elle avait lieu en 2007, cela pourrait permettre de rappeler aux gens que le hockey n'est plus le même depuis cette série de 1972. De rappeler, aussi, à quel point cela a changé la face du hockey nord-américain et du monde!»*

_QLvol14no13.qxd 3/13/07 8:52 PM Page 20

Lancement du site Cam-court le 23 mars prochain

COURTS-MÉTRAGES SAUVÉS DU NAUFRAGE

Cam-court, le nouveau site Internet québécois destiné à la diffusion de courts-métrages sera effectif le 23 mars, cinq mois après la fermeture de Silence, on court!, le site Internet de l'Office national du film (ONF).

Alice BARCZYK

Depuis peu, la rumeur circule : Cam-court serait la relève officielle de Silence on Court!, qui a fermé ses portes en octobre dernier. Francis Bigras et Romaric Mienan, les deux jeunes producteurs et réalisateurs montréalais à l'initiative de cette nouvelle plate-forme de courts-métrages, s'en défendent. Ils soulignent que Cam-court est un projet né bien avant la fermeture de Silence, on court!. *«Nous voulions créer un site en plus de celui de l'ONF,* confie Romaric Mienan*, pour nous rendre service à nous-même et à tous les gens avec qui on travaille.»* Selon lui, la fermeture prématurée de Silence, on court! n'a fait qu'accélérer la création de Cam-court.

Bien que l'organisation et le financement des deux sites soient différents, leur mission reste la même. Contrairement au site de l'ONF, Cam-court est un projet qui ne bénéficie d'aucune aide d'organismes culturels. Selon Romaric Mienan, Cam-court se veut d'une approche plus humaine : *«On veut répondre aux questions que se pose un jeune qui débute dans le milieu du cinéma.»* En effet, le site ne se contentera pas de diffuser des courts-métrages, mais également des reportages et des articles sur les réalisateurs des films diffusés, et sur plusieurs aspects du cinéma au Québec : les différents métiers ou encore des sujets d'actualité relatifs au septième art.

SILENCE, ON COUPE !

En octobre dernier, Silence, on court!, le site Internet de l'ONF consacré aux courts-métrages, fermait ses portes, rendant incertain l'avenir des jeunes cinéastes québécois. Après cinq années d'existence, Silence on court! s'est vu progressivement retirer les subventions de Radio-Canada et ARTV laissant à l'ONF le privilège de débourser les 600 000 $ nécessaires à la survie du site. Le résultat, on le connaît. La disparition, passée inaperçue du grand public, s'est faite sentir dans le milieu professionnel du cinéma. *«Bien sûr, cela a porté un coup au court-métrage québécois,* dit Francis Bigras*, mais il ne faut pas que les réalisateurs et techniciens lâchent prise.»*

EXIT LES FESTIVALS

«Les festivals de courts-métrages sont moins nombreux au Québec qu'en France», remarque Romaric Mienan. Glitch, le festival du court-métrage de Montréal, a temporairement suspendu ses activités en 2006, après six années d'existence, pour des raisons financières. Seul subsiste Spasm, le festival de courts-métrages québécois dits «de genre», comprenez ici d'horreur, qui a fêté sa cinquième édition à l'automne dernier.

À l'heure des nouvelles technologies, Internet serait devenu le meilleur moyen de faire connaître une œuvre. Selon Francis Bigras, un court-métrage s'émancipe plus facilement sur Internet. *«Beaucoup de films de festivals sont diffusés sur Internet, cela permet de les faire connaître»*, ajoute-t-il. Francis et Romaric avouent qu'ils désirent, à travers leur site, parer à l'élitisme des festivals de cinéma.

Isabelle Tessier, finissante en études cinématographiques à l'Université de Montréal et assistante à la réalisation, pense que malgré l'existence de catégories consacrées aux courts-métrages lors des festivals, *«au final, très peu de films courts sont diffusés lors de ces manifestations. On a besoin de plus de plate-forme pour diffuser nos films».*

DE CINÉASTES À CINÉASTES

Cam-court n'est pas destiné uniquement aux courts-métrages québécois, mais au cinéma francophone en général. *«On accepte aussi les films anglophones sous-titrés en français»,* ajoute Romaric Mienan. Le comité de sélection des films qui seront diffusés sur Cam-court est composé d'une dizaine de personnes : des membres de l'équipe, des cinéastes professionnels et amateurs ou tout simplement des cinéphiles. Le site internet donne la possibilité aux réalisateurs de diffuser leur film de façon totalement gratuite et non rémunératrice. Seuls les films réalisés après 2005 sont acceptés, si aucun contrat avec un autre diffuseur n'a été signé. Pour soumettre une création, il suffit de télécharger le dossier d'inscription à l'adresse sur le site. À compter du 23 mars prochain, nous pourrons voir sur le site les premiers courts métrages sélectionnés ainsi que les premiers articles concernant l'actualité du cinéma.

www.cam-court.com

Mélanie Mehes prépare un doctorat en sciences biomoléculaires.

LES ÉTUDES SUPÉRIEURES À LA LAURENTIENNE : **BEAUCOUP PLUS QUE VOUS NE VOUS L'IMAGINIEZ!**

LA LAURENTIENNE GRANDIT ET N'EST PLUS L'INSTITUTION DE PREMIER CYCLE QU'ELLE A DÉJÀ ÉTÉ. RÉCEMMENT, L'UNIVERSITÉ :

- a ouvert l'**École de médecine du Nord de l'Ontario**, en collaboration avec l'Université Lakehead ;
- a ajouté un **sixième programme de doctorat** ;
- a annoncé la création du **Centre d'excellence en innovation minière** (CEIM) en partenariat avec divers paliers gouvernementaux et le secteur privé.

En plus de compter au-delà de douze **centres de recherche**, la Laurentienne étale fièrement son ensemble de **chaires de recherche canadiennes** novatrices. Aujourd'hui, l'université se classe **31e au pays** en terme d'activités de recherche, qui surpassent les **20 millions $** en 2006. (source: *Re$earch Infosource*)

Avec de plus petites classes et l'occasion de recevoir une formation en recherches de professeurs réputés dans leur domaine à l'échelle internationale, nous offrons l'environnement idéal à la poursuite du savoir.

PROGRAMMES DE MAÎTRISE OFFERTS EN FRANÇAIS
Développement humain (MA, MSc)
Histoire (MA)
Service Social (MSS)
Sociologie (MA)

PROGRAMME DE DOCTORAT OFFERT EN FRANÇAIS
Sciences humaines (PhD)

Pour en apprendre davantage, visitez notre site Internet ou communiquez avec l'École des études supérieures dès aujourd'hui : 1-800-461-4030, poste 3204 etudessuperieures@laurentienne.ca

UniversitéLaurentienne LaurentianUniversity
Sudbury Ontario Canada
www.laurentienne.ca

Apprendre, naturellement.

_QLvol14no13.qxd 3/13/07 8:52 PM Page 21

Sophie Deraspe

TALENTUEUSE FAUSSAIRE

***Rechercher Victor Pellerin*, le premier long métrage de Sophie Deraspe, est sorti sur nos écrans à l'automne dernier. Présenté comme un documentaire, il a semé le doute dans la tête de quelques-uns de ses spectateurs. Ce Victor Pellerin, a-t-il vraiment existé ? La réalisatrice, ancienne étudiante en cinéma à l'Université de Montréal, démêle, non sans un pincement au coeur, le faux du vrai pour *Quartier Libre*.**

Propos recueillis par
Julie DELPORTE

Quartier Libre : Comment est née l'idée de réaliser *Rechercher Victor Pellerin*?

Sophie Dersape : Avec mon ami Denis Langlois, nous voulions faire un documentaire sur des artistes de la scène contemporaine du Québec. L'idée d'intégrer un personnage fictif de la stature de Victor Pellerin est venue rapidement.

Q. L. : De qui vous êtes-vous inspirée pour créer le personnage de Victor Pellerin?

S. D. : Mon inspiration principale est Rimbaud, puisqu'il a eu une période de création brève et flamboyante pour ensuite tourner la page. L'histoire dit qu'il se serait retrouvé en Afrique, et aurait fait du trafic d'armes.

Q. L. : Aviez-vous la volonté de garder secret le caractère fictif de Victor Pellerin avant que le film ne sorte?

S. D. : J'avais la volonté de garder un certain flou, parce que le film joue beaucoup avec cette notion de frontière entre réel et fictif. Victor Pellerin est lui même un personnage qui joue avec cette frontière : il porte un faux nom, il peint des contrefaçons… La forme du film reflète son fond. Mais au bout du compte, ce n'est pas cela qui est important! Le film dit autre chose, bien au-delà de savoir si le personnage est réel ou non.

Q. L. : Vous aviez créé des sites internet qui parlaient de Victor Pellerin?

S. D. : Au même titre que nous avons inventé un personnage fictif, nous avons créé de fausses archives pour le film, et nous avons inscrit l'existence d'un Victor Pellerin sur quelques sites internet.

Q. L. : Beaucoup de gens ont-ils pensé que Victor Pellerin existait véritablement?

S. D. : Oui. Pas plus tard que la semaine dernière, une journaliste de Toronto l'a cru. Un élément intéressant de ce film, c'est que beaucoup de gens ont eu envie de se renseigner après être sortis du cinéma. Le film vit en dehors de l'écran, parce qu'il parle d'artistes qui continuent leurs travaux dans la vie. Plein de gens ont appelé la revue *Canadian Art* ou la galerie Parisian Laundry pour se renseigner sur l'existence de Victor Pellerin.

Le but, ce n'est surtout pas de piéger les gens. *Rechercher Victor Pellerin* est un éloge du faux, ou un éloge de la création. Ceux qui ont embarqué, je leur dis : *«Bravo, vous êtes des rêveurs!»*

PHOTOS : MARIE-SOLEIL DESAUTELS

***Rechercher Victor Pellerin* vient de sortir sur les écrans de Toronto. Il sera disponible en DVD en juin prochain.**

Q. L. : En ce qui concerne les autres personnages, certains ont-ils été interprétés par des acteurs?

S. D. : Tous les personnages jouent leur propre rôle. Certains sont connus du grand public comme Julien Poulin. D'autres sont connus du milieu de l'art, comme Alain Lacoursière, qui est le seul spécialiste des crimes reliées aux oeuvres d'art au Canada. Cela a été un plaisir pour moi de découvrir leurs biographies et d'y inclure quelques éléments fictifs concernant Victor Pellerin.

Q. L. : Certaines personnes ont-elles refusé de participer au projet?

S. D. : Quelques-unes. Elles ont eu peur pour leur image. Je les comprends et j'en remercie d'autant plus celles qui ont participé. La plupart ont été tentées et amusées par l'idée. Même Olga Korper, une marchande d'art sérieuse et reconnue, s'est prêtée au jeu. Elle est d'ailleurs formidable.

Q. L. : Avez- vous laissé de la place à l'improvisation comme dans un documentaire?

S. D. : Au départ, je me suis demandé comment financer ce film. Les sources de financement pour le documentaire et la fiction sont séparées. Si j'allais en documentaire, cela pouvait poser un problème éthique : j'enlevais à d'autres vrais des sous qui sont déjà rares. Or, si je voulais présenter le film en fiction, il fallait que je constitue un dossier. Donc, je me suis mise à écrire le scénario et les dialogues. De toute façon, avec l'improvisation, je ne serais jamais arrivée à ce degré d'entremêlement de l'intrigue. Donc, c'est complètement scénarisé et dialogué!

Q. L. : Doser le vraisemblable et l'invraisemblable a-t-il été une préoccupation importante du film?

S. D. : C'était un travail complexe, parce qu'il fallait raconter une bonne histoire et rester crédible. Le dosage se situe entre le *«Oui c'est possible...»* et le *«Oh non, c'est pas vrai !?»*.

Mais il faut dire que la réalité nous réserve parfois d'étonnantes surprises. Par exemple, j'ai interviewé une femme lorsque j'ai réalisé le documentaire *Moi, la mer, elle est belle* aux Îles-de-la-Madeleine. Elle me racontait ce que c'est de vivre près de la mer, dans la nature, d'avoir un enfant sur l'île.... Et puis, elle a commencé à me dire que lorsqu'elle a eu son fils, elle avait tellement de lait qu'elle s'est mise à allaiter les chats, puis les chiens... Je n'aurais même pas eu l'imagination de l'inventer! Ou alors, on m'aurait dit : *«Là, tu vas trop loin»*.

Q. L. : *«L'art est un canular»* est une sorte de leitmotiv dans le film; le pensez-vous vraiment?

S. D. : Éric Devlin dit à un moment tournant du film : *«La vie est un canular.»* On peut le dire de l'art en étant provocateur, mais aussi du milieu de la finance, par exemple. Pourquoi une action vaut 75 $ un jour et le lendemain 2,50$? Il y a un consensus pour dire que c'est comme ça, mais en fait, c'est une construction.

Q. L. : Les oeuvres de Victor Pellerin que l'on voit dans le film, de qui sont-elles?

S. D. : Ah, j'aurais voulu garder cela en suspens ! Mais bon, elles ont été créées par Sylvain Bouthillette, un des artistes présents dans le film. Je lui ai donné des grandes lignes, comme l'idée des oreilles, qui sont celles d'un âne ou un lapin, un animal pas forcément noble. Je voulais aussi qu'il y ait du blanc… Souvent, quand il partait sur une bonne piste, il voulait garder l'idée pour son travail personnel. Alors, je venais lui dire : *«Non non, tu ne peux pas, c'est du Victor Pellerin!»* (rires)

Q. L. : Pensez-vous que le genre du faux documentaire va bien avec notre temps?

S. D. : Oui... Des faux documentaires, il en existe depuis très longtemps. Mais c'est vrai que la télé-réalité, par exemple, c'est du réel scénarisé. Mettre des gens sur une île déserte et les regarder réagir, c'est fictif!

C'est peut-être le résultat du fait qu'on puisse tous avoir en main une caméra. On n'est plus aussi dupe vis-à-vis des images. Robert Morin racontait dans une conférence des Rendez-vous du cinéma québécois comment la femme qui jouait la marâtre d'Aurore (Lucie Mitchell dans *La Petite Aurore, l'enfant martyre*, 1952) se faisait lyncher dans la rue. Le spectateur a bien changé; il n'est plus aussi dupe. Même dans le journalisme, on est capable d'y voir une ligne éditoriale. J'ai fait des documentaires stricts avant *Rechercher Victor Pellerin*, et il y a beaucoup de manipulation dans le montage. Parfois, le réalisateur va chercher des choses précises qu'il souhaite mettre dans son film. Donc, je ne pense pas avoir fait quelque chose de très différent d'un vrai documentaire.

Q. L. : Avez-vous toujours voulu faire du cinéma?

S. D. : C'est venu assez tard. Quand j'étais en études françaises, j'aimais mes études, mais j'avais pris deux cours complémentaires en cinéma. J'ai tellement aimé cela! J'ai découvert la médiathèque de l'Université de Montréal. Très peu de films y étaient empruntés alors qu'il y a une collection de films européens absolument fantastique. Quand je suis tombée dedans, j'y ai passé l'année.

Q. L. : *Rechercher Victor Pellerin* va-t-il sortir à l'étranger?

S. D. : Pour l'instant, il sort aux États-Unis et au Canada; en ce moment même, à Toronto. Il est programmé dans quelques festivals à l'étranger, et la première en Europe va avoir lieu à Nyon en Suisse (Visions du réel, avril 2007, ndlr).

Q. L. : Votre film a obtenu la mention spéciale du jury au Festival du nouveau cinéma. Est-ce utile pour être davantage programmé?

S. D. : Quand les programmateurs de festival étrangers ne se déplacent pas, ils regardent la liste des films qui ont eu des prix. Ils ne vont pas forcément le programmer, mais ils peuvent demander à le voir. Donc, c'est sûr que cela aide.

Q. L. : Pensez-vous faire du documentaire ou de la fiction à l'avenir?

S. D. : Les deux. J'aime autant travailler avec le réel que raconter des histoires fictives. Mais je ne pense plus réaliser de faux documentaires; le sujet de *Rechercher Victor Pellerin* s'y prêtait trop bien.

Q. L. : Quel sujet avez-vous envie d'aborder?

S. D. : J'aime ces personnages forts, talentueux et très libres. Ma question est : que faire avec cette force et cette liberté? Et puis, je vais parler de la mort aussi. Mais c'est encore très abstrait!

_QLvol14no13.qxd 3/13/07 8:52 PM Page 22

Festival 100% féminin, par le Studio 303

PRETTY EDGY WOMEN

Du 10 au 23 mars 2007, Montréal accueille le Festival International Edgy Women. Depuis 1994, le Studio 303 présente des performances d'artistes féministes oeuvrant à l'extérieur des disciplines artistiques traditionnelles. Théâtre, danse, musique ou vidéo, le principe est le même : faire découvrir des œuvres physiques, innovatrices et engagées. Rencontre avec Mélissa Guay, du Studio 303.

Propos recueillis par
Alexandra DURANCEAU

Quartier Libre : Qui est à l'origine du Festival Edgy Women?

Mélissa Guay : C'est Miriam Ginestier, directrice artistique du Studio 303, qui a eu l'idée de le créer. Elle souhaitait donner la parole aux femmes, tout en limitant la censure. Elle voulait faire une place à l'art nouveau. Le «performance art» comme on l'appelle. Un art résolument physique et provocateur. Un art empreint d'une grande théâtralité et d'un contenu engagé.

Q.L. : Pourquoi avoir créé Edgy Women?

M.G. : Pour donner plus de visibilité aux femmes. En 1994, il n'était pas commun de mettre en avant-scène des performances physiques féminines. Ces artistes ne trouvaient pas leur place, car elles étaient trop émergentes, trop «underground». Comme elles faisaient de l'art multidisciplinaire, il était difficile de les présenter dans les théâtres classiques ou les salles de danse.

Q.L. : Pouvez-vous nous nommer quelques artistes qui ont fait leurs marques au Festival Edgy Women?

M.G. : Les comédiennes Céline Bonnier et Marie Brassard, la chorégraphe new-yorkaise Karen Bernard et l'artiste interdisciplinaire Alexis O'Hara.

Q.L. : À qui s'adresse Edgy Women?

M.G. : Une chose est sûre, il ne s'adresse pas uniquement aux femmes, mais aux gens qui ont envie d'être surpris. Il s'agit d'un festival assez excentrique, un peu *trash*, je dirais même. On y rencontre des habitués, évidemment, mais aussi des curieux. Le bouche à oreille est notre meilleure technique de promotion.

Q.L. : Qui seront les invitées de la mouture 2007?

M.G. : On attend plus d'une vingtaine de femmes artistes. Cette année, la montréalaise Alexis O'Hara sera à l'honneur. Bien connue en Europe pour ses performances créatives, on la retrouvera en duo dans *Mankind* avec D.Kimm, artiste multidisciplinaire et auteure de quatre recueils de poèmes. Le public pourra également voir Les Moquettes Coquettes, Tonja Livingstone, Heather Kravas et le projet Inim lors d'un cabaret pluridisciplinaire mêlant danse, théâtre, performances et musique. De leur côté, la comédienne Nathalie Claude et la performeuse Dayna McLeod animeront le *Défi Edgy,* où sept artistes seront invitées à présenter des p'tites vites autour de thèmes dictés quelques semaines à l'avance. Enfin, DJ Mini et ses collègues clôtureront toutes les soirées de la Sala Rossa en beauté.

Q.L. : Quelles sont les perspectives d'avenir pour le Festival Edgy Women et le Studio 303 ?

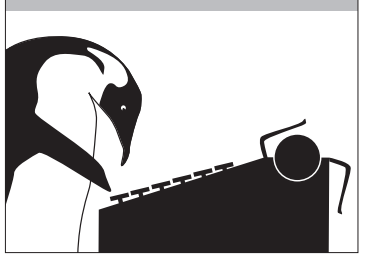
M.G. : Elles ne sont pas nécessairement très roses. Étant donné notre situation financière actuelle et l'incapacité au niveau fédéral et provincial d'offrir des subventions viables, le Studio 303 a annoncé la suspension de la majorité de ses activités professionnelles à partir du 1er avril 2007 et ce, pour une période de trois mois. Le Festival Edgy Women est l'une de nos dernières activités avant l'automne. Il ne faut donc pas rater ça!

Edgy Women, du 10 au 23 mars 2007, Studio 303, Sala Rossa, La Centrale, Articule et Studio XX, www.edgywomen.ca.

Quartier Libre

Nous voulons vous entendre! Laissez libre cours à votre plume sur le sujet de votre choix en 3000 caractères ou moins et nous nous ferons un plaisir de vous publier.

Adresser vos textes à redac@quartierlibre.ca



_QLvol14no13.qxd 3/13/07 8:52 PM Page 23

Musique

THE BESNARD LAKES

Are the dark horses

(Jagjaguwar)

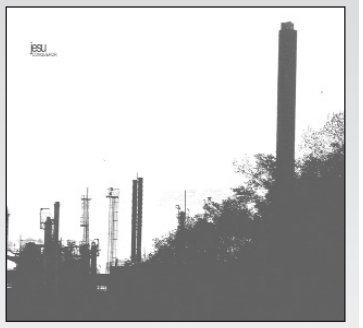
Les Besnard Lakes revisitent brillamment le rock psychédélique des sixties en le mariant à un orchestre et en l'entraînant en territoire post-rock. Le groupe montréalais nous offre, dans une réalisation impeccable, une musique à la fois riche en mélodies et en textures. L'union des voix masculine et féminine, la présence constante de guitares et les airs remplis d'optimisme témoignent de l'influence qu'a eue la scène psychédélique londonienne sur le groupe. *Cedric's war*, *Rides the rails* ou *Disaster,* avec ses flûtes et ses arrangements vocaux à la Beach Boys, en sont de bons exemples. Les Besnard Lakes étoffent leur musique à quelques reprises en lui greffant une section de cordes ou de cuivres. Ces collaborations aboutissent à de grandes chansons comme *Because tonight*, dans laquelle guitares et violons se marient magnifiquement ou encore la colossale *Devastation*, où se côtoient trois batteries, trois basses, trois guitares, une chorale, etc. Jace Lasek, qui a notamment réalisé l'album de Sunset Rubdown et mixé celui de Wolf Parade, a fondé les Besnard Lakes en 2002, avec sa conjointe Olga Goreas. Sophie Trudeau, qui avait joué sur *Funeral,* et George Donoso III, des Dears, participent également à cet album. Avec l'engouement que suscite le rock orchestral montréalais et les références psychédéliques de ce deuxième disque, plusieurs devraient bientôt galoper sur des chevaux sombres du Besnard Lakes. **(Nicholas LAVALLÉE)**

JESU

Conqueror

(Hydra Head/Sonic Unyon)

Jesu n'est pas le nom d'une chorale de chant grégorien du Saguenay, mais plutôt l'œuvre de Justin Broadrick, connu pour avoir été membre de la légendaire formation Napalm Death et pour son travail avec Godflesh, dont il était le leader. Broadrick a mis environs trois années pour produire *Conqueror*, suite à son album éponyme paru au début 2005. Sur *Conqueror*, on y retrouve une musique d'outre-tombe, une pénombre, des souffrances, une lenteur décadente et un rythme hypnotisant. Les styles musicaux de Jesu s'entrecroisent, que ce soit par un rock expérimental, post-rock, métal ou indie rock. Les ambiances atmosphériques sont métalliques, comportant en abondance les effets réverbérants de la musique shoegaze. L'enregistrement dégage une spiritualité, une ambiance ressentie dans les cathédrales, cela même si la musique a un quelque chose de maléfique. La pièce *Medicine* sera la première qui vous restera en tête, l'appréciation de l'album complet se fera seulement après plusieurs écoutes attentives, pour capter les subtilités qui s'en dégagent, comme l'ajout de couches de guitares ou d'autres instruments. Un disque impeccable dans le genre, beaucoup mieux que les

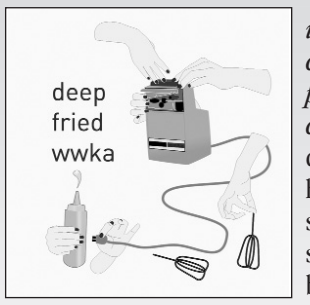


derniers albums d'Isis, Neurosis, Red Sparowes et fortement recommandé aux amateurs d'Earth, Sunn0))), Boris ou encore Codeine. *Conqueror* est comme un voyage astral. Cependant, évitez de l'écouter en consommant des hallucinogènes, car la surdose sera inévitable! **(J.-F. RIOUX)** *En concert avec Isis le 18 mars au National.*

WWKA

Deep Fried

(Leson666)



Comme elles le disent si bien sur leur site internet : *«Women With Kitchen Appliances (WWKA) sont trois ou quatre ou cinq ou six. Identiques, interchangeables, jetables et mortellement sérieuses jeunes femmes. WWKA est un projet sonore, un groupe rock, un cabaret, un collectif de performance, une improvisation, une infiltration, une intervention, une installation, un concert, une cacophonie, une recette.»* Voilà une des descriptions les plus honnêtes de leur musique. On retrouve sur Deep Fried un bruyant concept et une performance de sons que l'on peut entendre autant dans une cuisine que dans une usine. Les ambiances sont mécaniques, décousues, peu rassurantes. Les WWKA produisent leurs effets avec malaxeur, hachoir, gouet, spatule, casserole, grille-pain, ainsi que tout autre objet à leur portée. On peut donc aussi entendre avec cette formation ce message simplement féministe : la femme n'est pas seulement faite pour la cuisine! Quatre morceaux se trouvent sur le petit CD 3 pouces, tous aussi intenses les uns que les autres, sauf la pièce Club Sandwich qui est beaucoup plus musicale, un genre de remix électro. En bonus sur le CD : une portion vidéo bien divertissante où trois des jeunes femmes donnent un concert en plein air, apparemment sur la terrasse d'un casse-croûte, devant des passants surpris! Disons que les «Femmes Avec des Instruments de Cuisine» n'ont pas froid aux yeux! **(J.-F. RIOUX)**

JEANNE CHERHAL

L'eau

(tôt ou tard)

Réalisé par Albin de la Simone, *L'eau*, troisième album de Jeanne Chéral, n'a pas d'aquatique que le nom. Il flotte, bercé par une voix ronde et calme, qu'on ne connaissait pas encore bien à la demoiselle. Le disque est moins brouillon que ne l'était le second, *12 fois par an*, qui, lui-même, était déjà beaucoup plus soigné que son précédent. Première impression ? Un sentiment proche de celui que l'on avait connu lorsque la chanteuse s'était coupé court ses longues tresses brunes : le regret. Où est notre Jeanne criarde ? Tout le monde grandit. Il ne faut pas se laisser impressionner par cette maturité. Mais se concentrer, écouter. Comprendre cet album, définitivement ancré dans une féminité toute simple et belle, entre une histoire de femme voilée, un moratoire sur l'excision et un remerciement si doux : *«Pour cette pilule insensée, que je prends sans y penser. Moi qui n'est jamais fait l'amour avec un compte à rebours»*. Il faut naviguer entre les pièces écueils (la pièce *L'eau* est tout bonnement insupportable), pour s'échouer sur les petites îles au trésor. D'abord, l'hilarante *Une tonne*, dans laquelle une obèse se prélasse dans les bains bouillonnants du Desdémone. Puis, cet hymne à la faiblesse, *Voilà*, où s'étale la difficulté

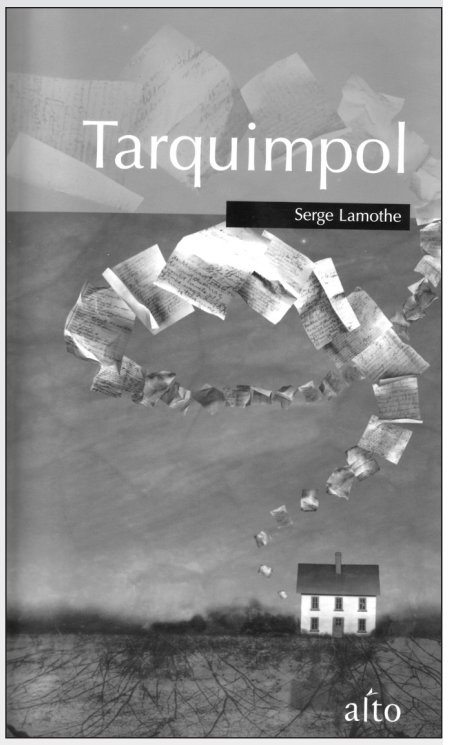
de jeter dehors les amants, les mauvaises habitudes et les vieux souvenirs. *«Je n'écoute que moi qui ne veux que mon bien, mais je parle si bas que finalement je n'entends rien.»* L'interprétation vous appartient. Tout comme l'effort de passer par-dessus l'apparente banalité de *L'eau*. **(Julie DELPORTE)**

Lecture

DE KAFKA À KUNDERA

Marie-Michèle GIGUÈRE

L'énigmatique titre du tout nouveau roman de Serge Lamothe, *Tarquimpol*, évoque le nom inscrit sur la couverture d'un cahier dans lequel son narrateur s'était promis de n'écrire que la vérité : il y sera question d'amour, mais aussi d'écriture.



Entouré par le brouillard et par une aura de mystère, le château de Tarquimpol, quelque part en Lorraine, exerce un fort pouvoir d'attraction sur le narrateur. Ce doctorant en lettres, fou de Kafka, a *«d'excellentes raisons de croire»* que l'écrivain tchèque y a séjourné au cours de l'été 1911. Pourtant, la fascination qu'exerce cet endroit sur lui – il n'y a jamais mis les pieds – n'est que la catharsis d'une insondable angoisse qui l'habite : torturé entre des amours qui se succèdent – mais surtout, qui s'entremêlent – il hésite, ne sachant pas comment conjuguer ses désirs.

En ce sens, bien que le narrateur de *Tarquimpol* porte une admiration sans borne à Kafka, ses réflexions évoquent plutôt un autre écrivain tchèque. Elles rappellent, en effet, les tourments de Thomas, le médecin de *L'insoutenable légèreté de l'être*, de Milan Kundera: *«Sommes-nous vraiment condamnées à ne vivre qu'une seule version du possible? Sommes-nous à ce point victime des enchaînements? Est-il possible d'aimer plusieurs personnes à la fois avec une affection et une tendresse égales, sans avoir à mentir pour affirmer sa passion à chacune?»*

L'écriture qui porte cette histoire – mais surtout, cette réflexion, puisque c'est d'abord ce dont il s'agit ici – est habilement maîtrisée : sophistiquée, elle n'est jamais tortueuse. Toutefois, elle ne peut porter à elle seule ce thème, à la fois contemporain et légèrement éculé, des amours multiples, ni, d'ailleurs, empêcher le roman de faire quelques allers-retours entre un ton juste et quelques digressions plutôt fades. C'est qu'en aucun cas, le lecteur ne doute de l'issue de cette réflexion : il est clair, dès les premiers événements, que le narrateur trouvera son contentement dans une architecture nouvelle du couple et des amours. Pas de surprise de ce côté-là, donc. Et si la conclusion du récit – le narrateur décide finalement de se rendre à Tarquimpol – semble facile et un peu plaquée, il reste que le roman a le mérite de la plume qui le porte : c'est elle – et non pas ce château – qui exerce le véritable pouvoir d'envoûtement.

Tarquimpol*, Serge Lamothe, Éditions Alto, 2007, 229 pages.*

Retrouvez l'actualité du
Festival international du film sur l'art

www.quartierlibre.ca

_QLvol14no13.qxd 3/13/07 8:52 PM Page 24

CULTURE
Cinéma

La vie en rose d'Olivier Dahan

AU CHANT DU PIAF

Patricia ROY

Enfin, l'œuvre rétrospective de la vie d'une des plus grandes dames de la chanson est arrivée. Mesdames et messieurs : Édith Piaf! Mais attention, *La vie en rose* est beaucoup plus qu'un film biographique. En plus de remonter les dédales de la vie tumultueuse de la chanteuse, ce film s'est fixé l'objectif de démystifier la légende afin de démontrer le plus fidèlement possible son importance dans l'histoire de la chanson.

Pour son cinquième long métrage, Dahan (*Les rivières pourpres 2*) étonne par la maturité avec laquelle il a mené son projet à terme. Le jeune réalisateur propose un film d'une rare sensibilité et démontre avec justesse la démesure de l'artiste. En plus d'un scénario solide, de maquillages remarquables, d'une distribution du tonnerre (Gérard Depardieu, Pascal Greggory) et d'une trame sonore qui émeut à chaque fois qu'est entamé un grand succès, le véritable point fort du film demeure Marion Cotillard (*Un long dimanche de fiançailles, Big Fish*). Criante de vérité, elle sait rendre parfaitement l'exubérance du personnage sans jamais tomber dans la caricature et revêt avec un naturel désarmant les habits de cette femme dépassée par la fascination qu'elle exerce sur son entourage. Seule ombre au tableau : un montage laborieux qui laisse parfois perplexe quant à la chronologie des évènements. Malgré tout, *La vie en rose* opère d'un pouvoir de séduction quasi aussi important que Piaf elle-même.

Université d'Ottawa

Des études supérieures avec bourses à l'appui

Ça part d'ici.

À l'Université d'Ottawa, vous profiterez d'un programme de bourses exceptionnel. La plupart de nos étudiants bénéficient d'un appui financier annuel allant de 14 000 $ à 17 000 $. Plusieurs départements offrent même davantage !

uOttawa

Classée parmi les cinq universités canadiennes à plus haute intensité de recherche

www.etudesup.uOttawa.ca
1 877 uOttawa 613-562-5700

BARMAN / MAID
SERVEUR / EUSE
Cours et emplois
(*1981)
rabais internet
www.ecoledesmaitres.com
(514) 849-2828
1-800-561-1781

double pizza®
514• 343•0•343
TOUJOURS 2 POUR 1
LIVRAISON GRATUITE
10% SUR $ 50 ET PLUS
SPÉCIAUX POUR ÉTUDIANTS
5002 QUEEN MARY

_QLvol14no13.qxd 3/13/07 8:52 PM Page 25

L'exposition L'oreille dans l'œil
au Centre d'Art et de diffusion Clark

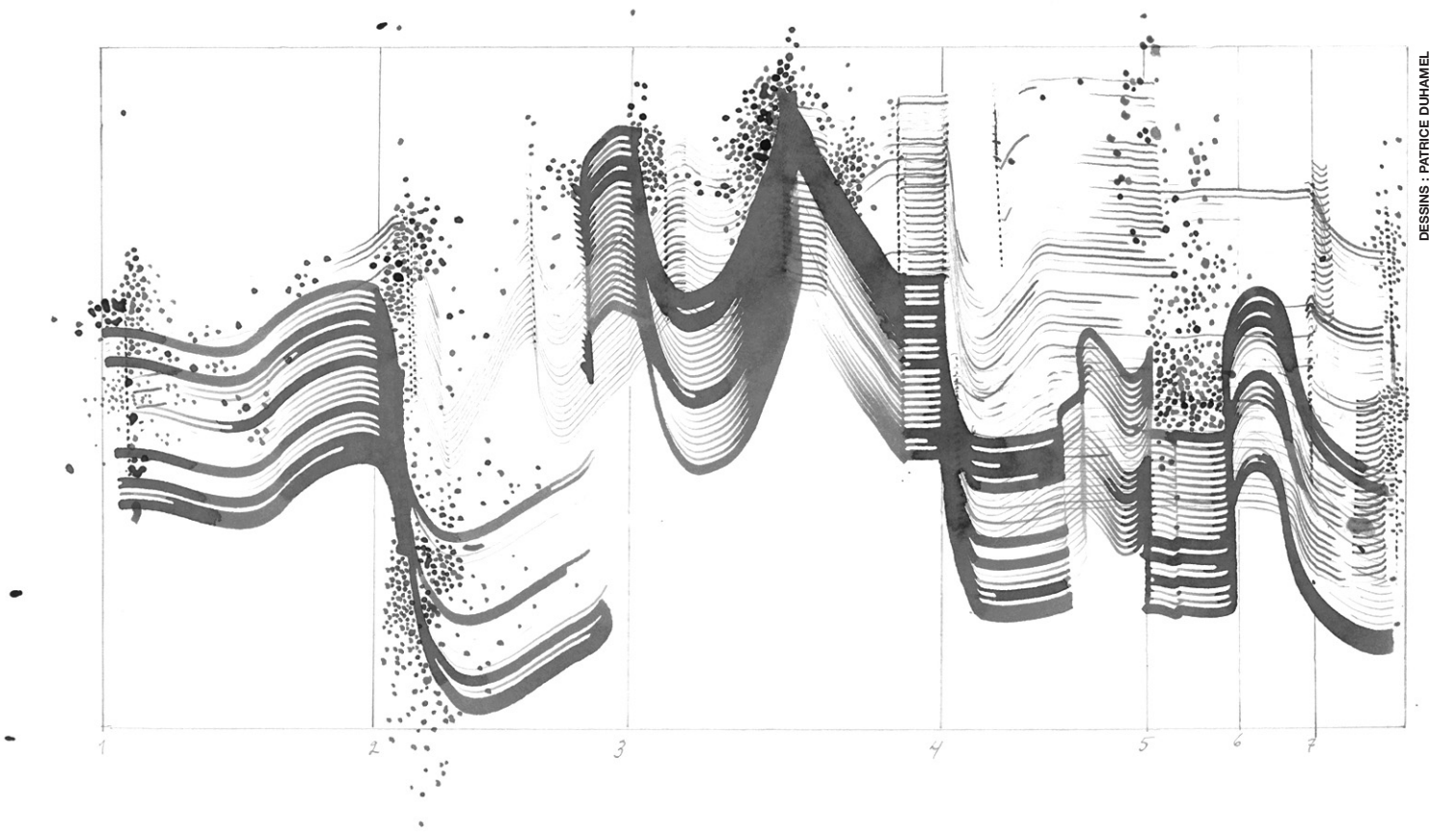
ŒUVRES PARTITIONS

Pour «Mettre l'oreille dans l'œil», sept artistes visuels ont créé des œuvres «partitions» pour organiser le travail de sept musiciens, auxquels ils étaient jumelés. Un double éclairage sur cette expérience avec Sébastien Cliche, commissaire de l'exposition et Patrice Duhamel, l'un des artistes conviés.

Coralie DUMOULIN

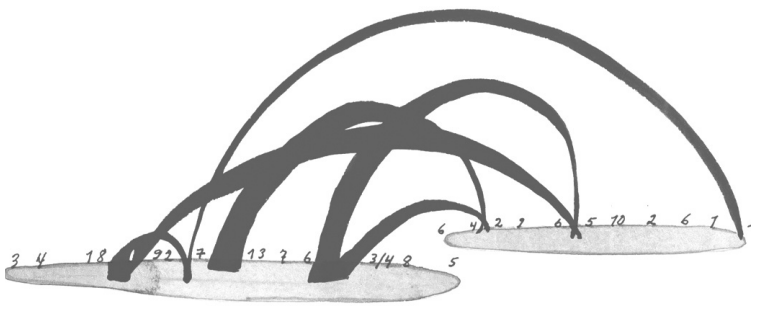
La partition graphique, au centre de l'exposition, est un concept exploré notamment par les avant-gardistes des années 50 et 60, comme le compositeur John Cage. *«C'est une partition ouverte; elle n'est pas régie par la notation conventionnelle; elle est faite de dessins, de graphiques»,* définit simplement Sébastien Cliche, commissaire de l'exposition *L'oreille dans l'oeil*. Ces systèmes servaient souvent de base à l'improvisation. *«L'interprète a ainsi un rôle plus actif, il se donne ses propres règles»,* souligne-t-il.

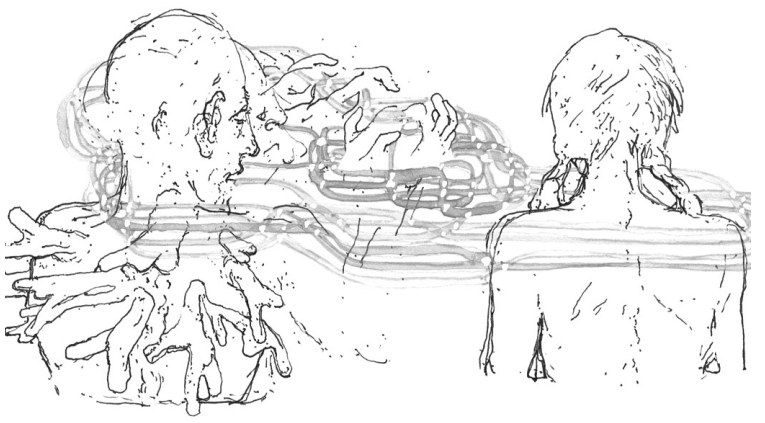
Ce concept, Sébastien Cliche l'a lui-même expérimenté avec son ami Patrice Duhamel, artiste visuel, dans un trio d'improvisation nommé Gringo Plaza. Ils ont élaboré des dispositifs visuels originaux pour stimuler leur création. De là à mettre sur papier l'idée d'une exposition, il ne fallait qu'un pas. La Galerie Clark, à la recherche de projets spéciaux pour fêter ses 18 ans, a été le déclencheur de cette aventure. En mars 2006, Sébastien Cliche lance sa première exposition en tant que commissaire. Il connaissait presque tous les artistes qui ont répondu à l'appel, quatorze en tout. *«En général, il fallait que leur travail puisse se décliner sous la forme d'une partition, il fallait aussi des gens aventureux, qui ne s'inscrivaient pas dans une démarche trop pointue»,* précise-t-il quant aux critères de sélection. En pratique, les oeuvres/partitions se déclinent en partitions vidéo, sculpturale, photographique, etc. Concrètement, les artistes visuels ont donné plus ou moins de directives aux musiciens. Il leur a fallu créer en sachant que l'œuvre allait servir à organiser le travail du musicien. Voilà la seule contrainte émise par le commissaire de l'exposition : *«Les œuvres devaient avoir la fonction de partition.»* De leur côté, les musiciens ont dû faire l'effort de lire, d'interpréter ce qui leur était transmis.



DESSINS : PATRICE DUHAMEL

Les partitions graphiques de Patrice Duhamel ont été mise en musique par Jérôme Minière pour l'exposition L'oreille dans l'œil.





BALADEUR AU COU

«Les deux œuvres séparées se tiennent; elles n'ont pas été construites pour être complémentaires», explique Sébastien Cliche. Pour le visiteur, il n'est pas si simple de repérer les liens qui unissent les œuvres visuelles et musicales. Baladeur au cou, il peut déambuler dans la galerie. Le commissaire note que les visiteurs ont souvent tendance à regarder l'œuvre le temps que dure la musique, un temps normalement plus court dans le silence : *«Ils transposent le temps de l'écoute dans le regard.»*

Le musicien Jérôme Minière, qui mêle chanson et musique électronique, a interprété les dessins de Patrice Duhamel. Ce dernier a réalisé des carnets à partir de la nouvelle *Paraguay* de l'auteur américain Donald Barthelme, un texte surréaliste qui fait beaucoup référence à des couleurs, des textures... *«Dans la formule du carnet, ce qui était intéressant, c'est que je pouvais le transmettre au musicien, il pouvait vivre avec cet objet-là et s'y référer très littéralement comme une partition»,* explique l'artiste. *«Il a retracé des dessins dans un logiciel de traitement sonore, les motifs ont permis de produire de la musique»,* raconte Patrice Duhamel. *«Je ne m'attendais pas à ce qu'il a fait! Ça ne lui ressemble pas tant que ça! J'étais content qu'il ait réussi à plonger dans quelque chose qui était plus conceptuel, difficile à recevoir»,* dit-il. Jérôme Minière a également utilisé comme point de départ à sa création musicale des textes originaux que Patrice Duhamel avait recopiés en omettant les voyelles. Devant l'installation, le visiteur pourra s'attarder sur la douzaine de carnets, laissés libres d'être feuilletés. *«L'œuvre n'est pas finie»,* affirme t-il en racontant qu'il dessine encore sur ce thème. Tout comme, d'ailleurs, le travail d'interprétation qui pourra être repris par un autre musicien.

Les deux amis, Sébastien Cliche et Patrice Duhamel, comptent poursuivre l'expérience autour de la partition graphique, ainsi que certains des artistes de l'exposition, tel le photographe Alfonso Arzápalo. Entre le sol et le plafond gris béton de la galerie Clark, des flash visuels et sonores à explorer…

L'oreille dans l'œil, rencontres d'artistes et de musiciens autour de la partition graphique. Jusqu'au 7 avril au Centre d'Art et de diffusion Clark.

LES YEUX ET LES OREILLES

Alfonso Arzápalo ..... Galerie Stratique
Gwenaël Bélanger ..... Diane Labrosse
Patrice Duhamel ..... Jérôme Minière
Nelson Henricks ..... Jackie Gallant
Caroline Lathan-Stiefe ..... Van Stiefel
Nelly-Ève Rajotte ..... Montag
Uniform ..... Artist oF tHE yEAR

CULTURE

Rencontre avec Catherine Leduc et Mathieu Beaumont de Tricot Machine

PREMIÈRES MAILLES

Les flocons dansent doucement, coin Fabre/Everett, dans le vent. Rendez-vous avec Catherine Leduc et Mathieu Beaumont, désormais connus sous le nom de Tricot Machine. On venait pour parler d'un album qui sort le 20 mars. On rencontre les grands yeux bleus d'une tricoteuse et le mignon sourire d'un amoureux des bernaches.

Julie DELPORTE

Le téléphone est jaune poussin, le pot de café rouge vif. Les pièces peintes en bleu, orange, violet, avec des papillons sur les murs et des chevaux dans les rideaux. Cachée au fond de leur «chez eux», la machine à tricoter est fière d'avoir donné un nom à tout ça. Car avant d'être chanteuse, Catherine Leduc, 27 ans, est tricoteuse. Elle travaille pour la designer Lysanne Latulippe de la compagnie Majolie. Mathieu Beaumont, âgé d'à peine deux semaines de plus, a aussi son truc à lui : les oies sauvages. Biologiste, il piste les bernaches qui nichent sur les îles de Varennes et de Repentigny.

La musique, pour ces deux grands enfants de Trois-Rivières, c'est toute une aventure. *«J'apprenais le piano, mais je ne le pratiquais pas assez; je me disais que c'était peine perdue, que je ne serais jamais un virtuose. Plus tard, j'ai joué dans quelques groupes punk-rock. Mais même en commençant Tricot Machine, je ne pensais vraiment pas que je pouvais être le gars qui chante!»,* raconte Mathieu. *«Ni l'un ni l'autre nous ne sommes des grands musiciens, c'est plus notre personnalité qui compte»,* enchaîne Catherine. *«On a trouvé une façon de raconter des histoires avec une couleur qui nous plaît»,* conclut Mathieu.

On s'assoit pour un café dans la cuisine. Catherine montre la grande table en bois : *«C'est là qu'on a fait le clip!»*, à coups de bouts de laine et de boutons pour écrire les titres des morceaux de leur album éponyme : *Une histoire de mitaines, La semaine des 4 jeudis, Un monstre sous mon lit...* La vidéo est en ligne sur leur site Myspace. D'ailleurs, *«c'est grâce à Myspace que notre étiquette Grosse boîte nous a découverts et contactés»*. Ainsi, avec Jacquemort et Le Husky, Tricot Machine est l'un des premiers groupes à signer sur cette branche exclusivement francophone de la maison Dare To Care.

Bientôt 5 ans que Catherine et Mathieu se connaissent. *«Je l'avais vu avant, au cégep, quand j'étais jeune, je le trouvais de mon goût...»,* raconte la première. *«Mais j'avais pas mes lunettes!»,* poursuit le second. Tricot Machine a démarré à tâtons. Plutôt trio que duo, le groupe est en fait une histoire de famille. Le troisième homme, et pas des moindres, c'est Daniel Beaumont, le frère de Mathieu. Auteur d'une partie des textes de l'album, on lui doit la balade amoureuse et enneigée *Les peaux de lièvres*. En 2005, il a été nommé meilleur parolier du festival en chanson de Petite-Vallée. *«Ça lui a donné des ailes et a porté le projet de Tricot Machine»,* pense Mathieu. Un peu plus tard, le musicien David Brunet est passé par là. Il a aimé, et il a finalement réalisé le disque.

PHOTO : DANIEL BEAUMONT

Tricot Machine lance son premier album le 27 mars au Cabaret Juste pour rire.

La méthode? Du travail d'équipe. Parfois, Daniel donne le texte à Mathieu pour qu'il fasse la musique. Parfois, Mathieu compose en chantant des «nananas» et donne la musique à Daniel. D'autres fois encore, comme pour *Pas fait en chocolat*, c'est Catherine qui écrit, et tout le monde s'affaire à la musique. Pendant l'enregistrement, Mario Légaré et Simon Blouin sont venus donner un coup de patte dans cet univers froid et enfantin, peuplé d'animaux.

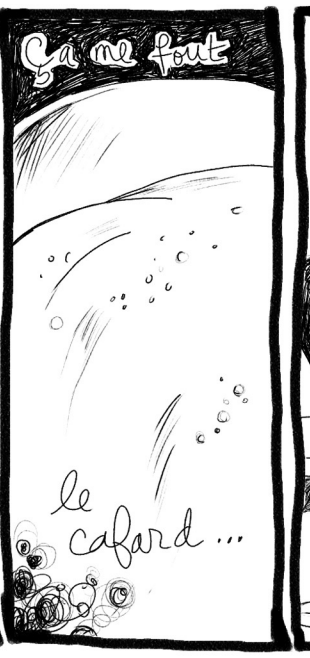
Le résultat ? Depuis trois mois, Tricot Machine tourne sur une bonne poignée de radios montréalaises. Le succès ne leur fait plus vraiment peur. *«L'idée, c'est de faire juste ce qui nous tente et de rester fidèle à nous même. Le trip de Tricot Machine, c'est que c'est intime, donc on aimerait que cela reste comme ça»*, expliquent ensemble les deux oiseaux. *«Qui veille sur nous pour que tout soit si facile?»,* se demande Catherine.

Dans un bout de cuisine, on écoute en primeur trois des 13 chansons du disque, jouées sur un vieux poste, *«notre radio-poubelle»,* rigolent-ils. L'histoire d'un dimanche après-midi pluvieux, celle d'un petit ours, une scène de ménage au savon... Un album sur l'hiver qui sort tout juste à temps pour l'équinoxe.

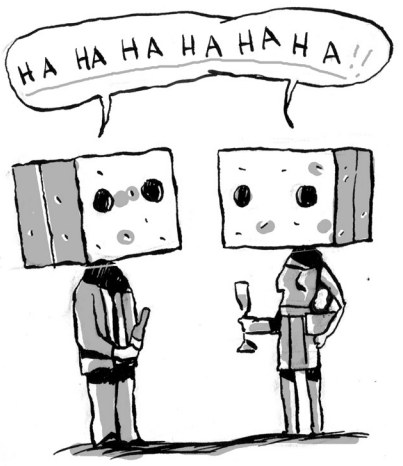
Lancement de l'album le 27 mars au Cabaret juste pour rire.

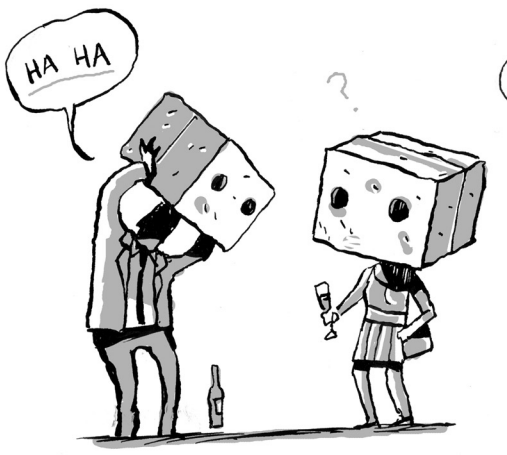
_QLvol14no13.qxd 3/13/07 8:52 PM Page 27

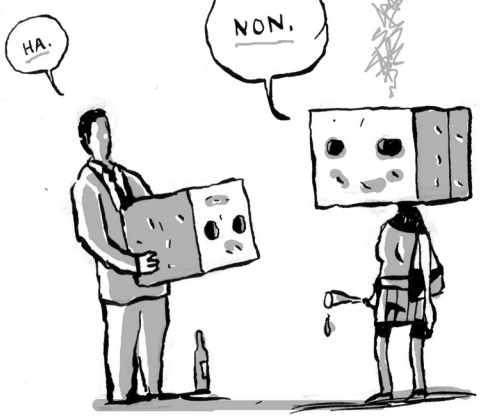
LOCK STORY

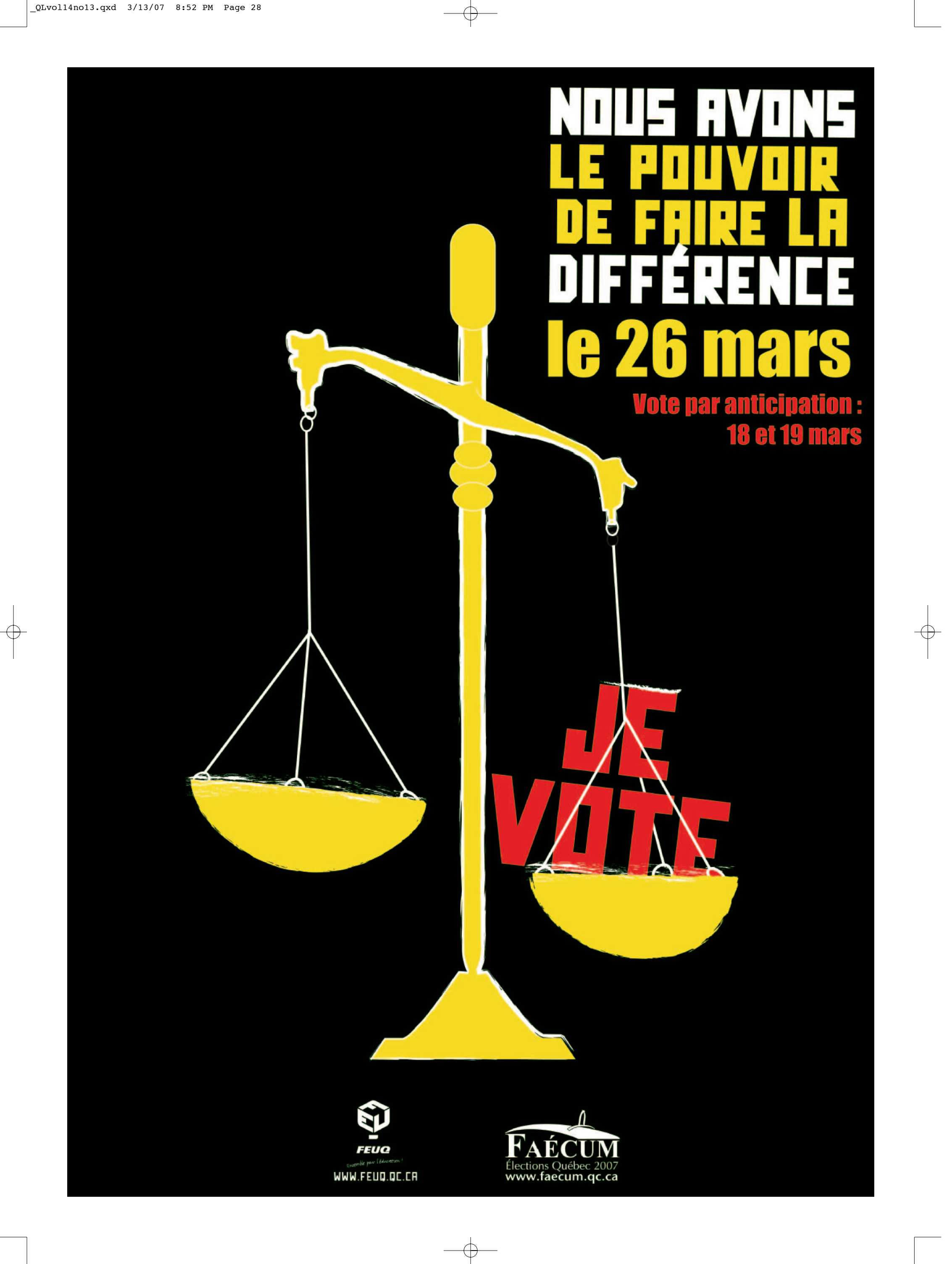


http://debloquenote.blogspot.com







comingupforair.net

_QLvol14no13.qxd 3/13/07 8:52 PM Page 28